

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 2548

14 octobre 2013

SOMMAIRE

AC Holdings S.à r.l.	122304	Meyers S.A.	122294
Acrux Lux Invest S.A.	122302	MGI GROUPE FIDUCIAIRE Luxembourg	
Alcove Holdings Europe S.à r.l.	122304	S.à r.l.	122292
Energiehaff Sàrl	122298	MICHEL Beteiligung S.à r.l.	122294
Eta-Energie S.à r.l.	122298	Michel NEIZEN GmbH	122288
Eurotecnica Melamine	122294	Millinocket Real Estate S.A.	122290
FELTES Société Civile Immobilière	122299	Mistramer S.A.	122289
Financière Chiron S.A.	122299	Mistramer S.A.	122289
Financière Thero S.A.	122299	Mojo Limited	122290
Financière Victoire S.A.	122298	Molson Coors Lux 1	122291
Finavest	122301	Molson Coors Lux 2	122290
Fininfra	122301	Mönckebergstraße 2-4 Beteiligung S.à r.l.	
First Investments S.A.	122299	122293
Flaugust S.A.	122301	Mondea Investments S.A.	122294
Foncière du Grand-Duché S.à r.l.	122301	Monument Canal S.à r.l.	122287
FZ Peintures S.à r.l.	122300	Movele S.à r.l.	122293
Galleria Capital Partners V S.C.A.	122299	Multisoft	122294
GeoSea (Luxembourg) S.A.	122300	Northstar Europe S.A.	122288
H.R. Investment S.A.	122300	NSV Investments S.A.	122287
Itaipava Holding 1 S. à r.l.	122304	OCM Luxembourg Trapezium S.à r.l. ...	122258
Luxmetall Bau AG	122293	Optique Quaring Bonnevoie S.à r.l.	122285
Management Consultants Luxembourg		Orbis Investment Management (Luxem-	
S.A.	122293	bourg) S.A.	122285
Mandarin Oriental Luxembourg S.à r.l. .	122291	Oregon	122286
Mandarin Oriental Luxembourg S.à r.l. .	122292	Participe S.A., SPF	122285
Maps-Europe S.à r.l.	122289	Patentportfolio 2 S.à r.l.	122286
Marwilux S.à r.l.	122288	Patentportfolio 2 S.à r.l.	122287
Mawi S.à r.l.	122288	Patentportfolio 3 S.à r.l.	122286
Max Participations II S.à r.l.	122293	Patentportfolio 3 - Tranche 2009 S.à r.l.	
Meca International	122292	122285
MENUISERIE Nicolas RUSSO s.à r.l.	122289	Patentportfolio S.à r.l.	122287
Menuiserie-Toiture-2000 S.A.	122292	Payabo Investments S.à r.l.	122291
Meridium Global Investments S.A.	122289	Pétrusse ECP V & Cie S.C.A.	122288
Metal Cladding Trading S.A.	122290	Praha Invest S.A.	122258

OCM Luxembourg Trapezium S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26A, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 178.183.

Les statuts coordonnés ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 août 2013.

Référence de publication: 2013123762/11.

(130150649) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 août 2013.

Praha Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.

R.C.S. Luxembourg B 134.930.

Projet commun de fusion transfrontalière

convenu entre

PRAHA INVEST S.A.

Siège social: L-2661 Luxembourg 42, rue de la Vallée

enregistrée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg,

section B, numéro 134930

et

HERAKLION a.s.

Siège social: Praha 2, Vyšehadská 1902, code postal 128 00

immatriculée au Registre de Commerce tenu par la Cour municipale de Prague,

section B, numéro 11391

élaboré, par les organes statutaires des Sociétés Concernées (Fusionnantes), (ci-après dénommé «le Projet»), conformément aux dispositions des articles 70 et 100 et ss. et des autres dispositions de la Loi n° 125/2008 du Rec. I. (République Tchèque) sur les transformations des sociétés commerciales et des coopératives, telle que modifiée (ci-après dénommée «la Loi sur les transformations») ainsi qu'à la Section XIV de la Loi luxembourgeoise du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (ci-après «la Loi luxembourgeoise»), ayant transposé la Directive du Parlement Européen et du Conseil 2005/56/CE du 26 octobre 2005 sur les fusions transfrontalières des sociétés de capitaux (ci-après dénommée «la Directive»).

I. Identification des Sociétés Concernées (Fusionnantes)

«Dénomination, Forme juridique, Siège social des Sociétés Concernées (Fusionnantes)»

1. Les Sociétés Concernées (Fusionnantes) de la Fusion transfrontalière par absorption aux termes du présent Projet (ci-après dénommée la «Fusion») sont les sociétés suivantes:

a) La Société Absorbée:

Dénomination sociale: PRAHA INVEST S.A.

Siège social: 42 rue de la Vallée, L- 2661 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg

Forme juridique: société anonyme

constituée et existante selon le droit du Grand-Duché de Luxembourg, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 134930.

(ci-après dénommée la «Société Absorbée»)

b) La Société Absorbante:

Dénomination sociale: HERAKLION a.s.

Siège social: Praha 2, Vyšehadská 1902, code postal 128 00

Numéro d'identification de la personne: 27635686

Forme juridique: société anonyme

constituée et régie selon le droit de la République tchèque, immatriculée au Registre de Commerce tenu par la Cour municipale de Prague, section B, numéro 11391,

(ci-après dénommée la «Société Absorbante»)

(La Société Absorbante et la Société Absorbée sont ci-après dénommées, collectivement, les «Sociétés Concernées (Fusionnantes)»).

2. Les Sociétés Concernées (Fusionnantes) sont toutes deux des sociétés anonymes, elles sont donc des sociétés de capitaux autorisées à procéder à une fusion transfrontalière en vertu de l'art. 2 de la Directive et des dispositions correspondantes de la Loi sur les transformations.

3. La Société Absorbante a un capital social de CZK 80.000.000,- (en toutes lettres: quatre-vingts millions de couronnes tchèques).

Son actionnaire unique est la Société Absorbée, porteur de:

- 80 actions ordinaires au porteur d'une valeur nominale de CZK 1.000.000,- (en toutes lettres: un million de couronnes tchèques) chacune, portant les n° 001 à 080.

4. La Société Absorbée a un capital social de 200.000,- EUR (en toutes lettres: deux cent mille euros).

Ses actionnaires sont:

- la société PANNORICA S.R.L., ayant son siège social à Venezia, San Marco 2065, Code postal 30124, Italie, détentrice du certificat nominatif no 1. représentant 77.800 actions nominatives d'une valeur nominale de EUR 2,- (en toutes lettres: deux euros) chacune, numérotées de 1 à 77.800.

- la société PAESTUM, a.s., numéro d'identification de la personne 27450546, ayant son siège social à Prague 4, Nusle, nám stí Brat i Synku 477/10, Code postal 140 00, détentrice du certificat nominatif no. 2 représentant 22.200 actions nominatives d'une valeur nominale de EUR 2,- (en toutes lettres: deux euros) chacune, numérotées de 77.801 à 100.000; (ci-après dénommées les «Actionnaires»).

5. La Société Absorbante conservera sa dénomination sociale, l'adresse de son siège social et sa forme juridique après la date de prise d'effet de la Fusion (voir l'article III du présent Projet).

II. Dispositions préliminaires - Principes de la Fusion

1. Le but principal de la Fusion est le transfert de l'ensemble du patrimoine (actif et passif) de la Société Absorbée à la Société Absorbante.

2. L'objet dudit Projet est l'aménagement des droits et obligations des Sociétés Concernées (Fusionnantes) au cours de la procédure de Fusion et l'aménagement des droits et obligations des actionnaires et des créanciers des Sociétés Concernées (Fusionnantes).

3. Les effets juridiques de la Fusion commenceront au jour de l'immatriculation au Registre du Commerce tenu par la Cour municipale de Prague, i.e. l'inscription des transformations par rapport à la Fusion entre les Sociétés Concernées (Fusionnantes).

4. L'ensemble de l'actif et du passif de la Société Absorbée sera, suite à sa dissolution sans liquidation, transféré à la Société Absorbante.

5. La Société Absorbante deviendra l'ayant-droit universel de la Société Absorbée.

6. Les Actionnaires de la Société Absorbée sont ainsi amenés à devenir les actionnaires de la Société Absorbante, comme prévu ci-après, dans les Articles IV et V dudit Projet.

III. Date de prise d'effet de la Fusion

Conformément à l'article 12 de la Directive, la date de prise d'effet de la Fusion est déterminée par la Loi de l'Etat membre de la Société Absorbante, c'est-à-dire, elle prendra effet et deviendra définitive à la date de l'immatriculation de la Fusion au Registre de Commerce tenu par la Cour municipale de Prague (ci-après «date de prise d'effet»).

IV. Rapport d'échange

1. Suite à la Fusion, la totalité des actions détenues par la Société Absorbée sera transmise à la Société Absorbante en vertu de la disposition de l'art. 136 de la Loi sur les transformations et de la disposition de l'art. 161b al. 1^{er}, lettre b) du Code de commerce.

2. La Société Absorbante, conformément à la disposition de l'art. 136 de la Loi sur les transformations, utilisera ses propres actions, acquises en échange, pour les Actionnaires proportionnellement à leur participation dans la Société Absorbée.

3. Aux termes de la disposition de l'art. 70 de la Loi sur les transformations, aucune soulte ne sera attribuée.

V. Indication relative à l'impact de la Fusion sur les actions de la Société Absorbante

Montant du capital social de la Société Absorbante Délais pour l'émission des actions nouvelles aux Actionnaires

«Modalités de remise des actions de la Société Absorbante»

1. Les actions qui, dans le cadre de la Fusion, seront transférées à la Société Absorbante, soit 80 actions ordinaires au porteur d'une valeur nominale de CZK 1.000.000,- (en toutes lettres: un million de couronnes tchèques) chacune, portant les n° 001 à 080, changeront leur forme en actions nominatives. Le transfert d'actions ne sera pas limité. Les actions ne seront pas cotées sur le marché européen régularisé ou sur le marché étranger similaire au marché régularisé.

2. Par rapport à la Fusion, conformément à l'art. 110 de la Loi sur les transformations, le montant actuel du capital social de la Société Absorbante sera diminué d'un montant de CZK 6.000.000,- (en toutes lettres: six millions de cou-

ronnes tchèques) pour le ramener d'un montant de CZK 80.000.000,- (en toutes lettres: quatre-vingts millions de couronnes tchèques) à un montant de CZK 74.000.000,- (en toutes lettres: soixante-quatorze millions de couronnes tchèques).

3. Eu égard aux motifs de la réduction du capital social, la somme correspondant à la réduction du capital social ne sera pas versée aux Actionnaires de la Société Absorbante, ni partiellement. La réduction du capital social correspondra aux modifications respectives des indications dans la comptabilité de la Société Absorbante selon le bilan d'ouverture approuvé.

4. La réduction du capital social sera effectuée par la diminution (7,5%) de la valeur nominale de toutes les actions ordinaires sous leur nouvelle forme, et ce proportionnellement, à savoir les 80 actions ordinaires d'une valeur nominale de CZK 1.000.000,- (en toutes lettres: un million de couronnes tchèques) auront une valeur nominale nouvelle de CZK 925.000,-(en toutes lettres: neuf cent vingt-cinq mille couronnes tchèques), conformément à la disposition de l'art. 213 al. 3 du Code de commerce. La réduction sera effectuée par l'émission d'actions nouvelles considérant la nouvelle valeur nominale.

5. Toutes les 80 actions ordinaires nominatives d'une valeur nominale de CZK 925.000,- (en toutes lettres: neuf cent vingt-cinq mille couronnes tchèques) chacune, seront fractionnées en 925 actions ordinaires nominatives d'une valeur nominale de CZK 1.000,- (en toutes lettres: mille couronnes tchèques) chacune, portant les n° 00001 à 74000. Le transfert d'actions ne sera pas limité. Les actions ne seront pas cotées pour la négociation sur le marché européen régularisé ou sur le marché étranger similaire au marché régularisé.

6. La Société Absorbante remettra aux Actionnaires les actions ainsi acquises après la date de prise d'effet (vis-à-vis des tiers) de l'immatriculation de la Fusion au Registre du commerce de la façon suivante:

a) la société PAESTUM, a.s. recevra 16.428 actions ordinaires nominatives d'une valeur nominale de CZK 1.000,- (en toutes lettres: mille couronnes tchèques) chacune, portant les n° 00001 à 16428;

b) la société PANNORICA S.R.L. recevra 57.572 actions ordinaires nominatives d'une valeur nominale de CZK 1.000,- (en toutes lettres: mille couronnes tchèques) chacune, portant les ne 16429 à 74000.

7. Les actions nouvelles de la Société Absorbante, reçues par les actionnaires en échange de leurs actions détenues dans la Société absorbée, soit 74000 actions ordinaires nominatives d'une valeur nominale de CZK 1.000,- (en toutes lettres: mille couronnes tchèques) chacune, non cotées pour la négociation sur le marché européen régularisé ou sur le marché étranger similaire au marché régularisé, seront émises par la Société Absorbante suite à la date de prise d'effet (vis-à-vis des tiers) de l'immatriculation de la Fusion au Registre du Commerce. Le taux de l'émission des actions émises correspondra à leur valeur nominale.

8. Le délai pour la réception, par les Actionnaires, des actions nouvelles de la Société Absorbante sous leur nouvelle forme et leur nouvelle valeur nominale, conformément à la disposition de l'art. 137 de la Loi sur les transformations, y compris l'application raisonnable d'autres prescriptions juridiques, est de deux mois à compter de la date de la prise d'effet (vis-à-vis des tiers) de l'immatriculation de la Fusion au Registre du Commerce. Le début de ce délai ne peut précéder la date de l'immatriculation de la Fusion au Registre du Commerce. Le Directoire de la Société Absorbante communiquera aux Actionnaires le délai concret et les autres indications relatives à l'émission des actions nouvelles, et ce de la façon prévue par la loi et par les statuts portant sur la convocation de l'assemblée générale de la Société Absorbante en vigueur à la date donnée.

9. Pour les Actionnaires qui ne récupéreront pas les actions nouvelles de la Société Absorbante dans le délai visé au paragraphe 8 du présent article, le Directoire de la Société Absorbante fixera un délai additionnel de deux mois au moins pour la reprise desdites actions. La notification de la fixation dudit délai, sa durée et d'autres indications concernant l'émission des actions nouvelles dans un délai additionnel sera publiée dans le Bulletin de commerce par le Directoire de la Société Absorbante de la façon prévue par la loi et par les statuts portant sur la convocation de l'assemblée générale de la Société Absorbante. Cette notification informera que les actions non reprises, endéans le délai additionnel, seront vendues aux enchères publiques conformément aux dispositions concernées de la Loi sur les transformations, de la Loi sur les enchères publiques et d'autres prescriptions juridiques. S'il n'est pas possible de réaliser la vente à défaut de créance, la Société Absorbante mettra les actions en dépôt officiel.

VI. Date de prise d'effet comptable de la Fusion

Du point de vue comptable, la date à partir de laquelle les opérations de la Société Absorbée sont considérées comme accomplies pour le compte de la Société Absorbante («date de prise d'effet comptable de la Fusion»), est le 1^{er} septembre 2013.

VII. Date d'arrêté des comptes des Sociétés Concernées (Fusionnantes)

La date d'arrêté des comptes des Sociétés Concernées (Fusionnantes) appliquée pour la fixation des conditions pour les besoins de la Fusion est le 31 août 2013.

VIII. Arrêté des comptes définitifs des Sociétés Concernées (Fusionnantes)

1. Conformément à l'article 267, 1 c) de la Loi, la Société Absorbée a arrêté ses comptes au 31 août 2013.

2. Conformément à la disposition de l'art. 11 al. 1^{er} de la Loi sur les transformations, l'arrêté des comptes définitifs de la Société Absorbante a été établi à la date précédant la date de prise d'effet comptable de la Fusion, soit le 31 août 2013 et conforme à la disposition de l'art. 12 al. 1^{er} de la Loi sur les transformations ainsi qu'à la disposition de l'art. 20 de la Loi no 563/1991 Rec. I. sur la comptabilité, telle que modifiée ultérieurement (ci-après la «Loi sur la comptabilité») et vérifié par le commissaire aux comptes.

IX. Bilan d'ouverture de la Société Absorbante

Conformément à la disposition de l'art. 11 al. 3 de la Loi sur les transformations, le bilan d'ouverture de la Société Absorbante a été dressé au jour de la date de prise d'effet, soit le 1^{er} septembre 2013, et a été vérifié conformément à la disposition de l'art. 20 de la Loi sur la comptabilité par le commissaire aux comptes.

X. Indications relatives à l'évaluation du patrimoine actif et Passif transféré à la Société Absorbante

1. Conformément à la disposition de l'article 59zb al. 3 de la Loi sur les transformations et par référence à la Loi le patrimoine de la Société Absorbée n'a pas été évalué par un expert.

2. La Société Absorbante reprendra tous les actifs et passifs comptabilisés dans le bilan au 31 août 2013 de la Société Absorbée. Les devises autres que la couronne tchèque seront converties en vertu du taux de change de Česká národní banka (la Banque nationale tchèque) en vigueur à la date de prise d'effet comptable de la Fusion.

3. L'actif et le passif de la Société Absorbée, qui seront acquis par la Société Absorbante, ont été évalués à la valeur comptable conformément aux dispositions légales et réglementaires luxembourgeoises selon la méthode du coût historique et aux pratiques comptables généralement admises.

4. Suite à la Fusion, la Société Absorbante devra reprendre, entre autres, toutes les dettes fiscales de la Société Absorbée à partir de la date de prise d'effet de la Fusion.

XI. Date à partir de laquelle les actions échangées donnent le droit de participer aux bénéfices

Eu égard au fait que la Société Absorbante remettra aux actionnaires les actions propres conformément à la disposition de l'art. 136 de la Loi sur les transformations et que la Société Absorbante n'émettra pas d'autres actions aux fins de l'échange, il n'est pas fixé de date à partir de laquelle les actions échangées donnent le droit de participer aux bénéfices. Le versement de la participation au bénéfice est régie par les dispositions correspondantes du Code de Commerce et par les statuts en cours de validité de la Société Absorbante.

XII. Droits assurés aux détenteurs d'obligations

Vu qu'aucune des Sociétés Concernées (Fusionnantes) n'a émis d'obligations, les droits que la Société absorbante accordera aux porteurs des obligations émises, ne sont pas stipulés au présent Projet en vertu de la disposition de l'art. 70 al. 1^{er} lettre d) de la Loi sur les transformations, ni les mesures proposées à leur égard n'y sont mentionnées.

XIII. Droits assurés par la Société Absorbante aux détenteurs de droits spéciaux et aux porteurs de titres autres que des actions

Il n'y a aucune personne ayant des droits spéciaux, ni de porteurs de titres autres que les actions de la Société Absorbée et de la Société Absorbante. C'est la raison pour laquelle aucun droit ne sera alloué.

XIV. Avantages particuliers attribués aux membres des organes d'administration, de direction, de surveillance ou de contrôle des Sociétés Concernées (Fusionnantes)

Aucun avantage spécial, en vertu de la disposition de l'art. 70 al. 1^{er}, lettre f) de la Loi sur les transformations, ne sera attribué en lien avec la Fusion aux membres des organes administratifs, statutaires, dirigeants et de contrôles, ou à aucune autre personne prenant part à la Fusion.

XV. Participation des employés dans les affaires des Sociétés Concernées (Fusionnantes)

„Effet de la Fusion sur l'emploi"

Ni la Société Absorbante, ni la société Absorbée n'ont d'employés. Par conséquent, la Fusion sera sans effet sur l'emploi.

XVI. Modifications des statuts de la Société Absorbante

A la suite de la Fusion, les statuts de la société Absorbante seront modifiés. Les statuts en vigueur de la Société Absorbante sont annexés au présent Projet sous l'Annexe «A».

XVII. Conseil de surveillance

Vu que la Société Absorbante ne remplit pas les conditions relatives à l'attribution des sièges dans son Conseil de surveillance aux personnes élues par les salariés de la Société Absorbante, les sièges restent vacants et seront attribués au moment de l'accomplissement par la Société Absorbante dans les conditions prévues par la disposition de l'art. 200 al. 1^{er} du Code de commerce.

XVIII. Accord des autorités nationales

Les organes statutaires des Sociétés Concernées (Fusionnantes) déclarent qu'aucune autorisation d'une autorité nationale quelconque n'est exigée pour la réalisation du procédure de la Fusion.

XIX. Autres dispositions

1. Conformément à l'article 266 paragraphe 5 de la Loi et de la Loi sur les transformations, les actionnaires des Sociétés Concernées (Fusionnantes) ne souhaitent pas soumettre le présent Projet Commun de Fusion Transfrontalière à un examen par des experts indépendants. En conséquence, aucun rapport d'expert ne sera émis à cet effet.

2. Les créanciers de la Société Absorbante peuvent exercer leurs droits conformément à l'article 268 de la Loi luxembourgeoise.

3. Les créanciers de la Société Absorbée peuvent exercer leurs droits conformément à l'article 268 de la Loi luxembourgeoise. Pour de plus amples informations, veuillez contacter le siège social de la Société Absorbée, où pourront être obtenus des renseignements détaillés de façon gratuite.

Annexe:

A: Statuts de La Société Absorbante

Společný projekt přeshraniční fúze

vyhotovený

statutárními orgány společností

PRAHA INVEST S.A.

se sídlem 42 rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg, Lucemburské velkovévodství

zapsaná v obchodním a podnikovém rejstříku v Lucemburku, oddíl B C. 134930

a

HERAKLION, a.s.

se sídlem Praha 2 - Nové Mesto, Vyšehradská 1902, PSC 128 00, ICO 27635686,

zapsaná v obchodním rejstříku vedeném Městským soudem v Praze, oddíl B, vložka 11391

vypracovaný ve smyslu ustanovení § 70 a § 100 a násl. a dalších ustanovení zákona c. 125/2008 Sb. (Česká republika), o premenách obchodních společností a družstev, ve znění pozdějších předpisů (dále jako „zákon o premenách“), a § XIV. lucemburského zákona ze dne 10. srpna 1915 o obchodních společnostech, ve znění pozdějších předpisů (dále jen „Zákon“), jimiž se transponuje Smernice Evropského parlamentu a Rady 2005/56/ES ze dne 26. 10. 2005 o přeshraničních fúzích kapitálových společností (dále jen „Smernice“), statutárními orgány zúčastněných - fúzujících společností, (dále jen „Projekt“).

I. Identifikace zúčastněných - Fúzujících společností

Firma, právní forma, sídlo zúčastněných - Fúzujících společností

1. Zúčastněnými - fúzujícími společnostmi na přeshraniční fúzi sloučením dle tohoto Projektu (dále jen „Fúze“) jsou následující společnosti:

b) Zanikající společnost:

Obchodní firma: PRAHA INVEST S.A.

sídlo: 42 rue de la Vallée, L- 2661 Luxembourg, Lucemburské velkovévodství

právní forma: akciová společnost

založená a existující podle práva Lucemburského velkovévodství, zapsaná v obchodním rejstříku Luxembourg, oddíl B, pod c. 134930

(dále také jako „Zanikající společnost“)

c) Nástupnická společnost:

obchodní firma: HERAKLION, a.s.

sídlo: Praha 2 - Nové Mesto, Vyšehradská 1902, PSC 128 00

ICO: 27635686

právní forma: akciová společnost

založená a existující podle práva České republiky, zapsaná v obchodním rejstříku vedeném Městským soudem v Praze, oddíl B, vložka 11391,

(dále také jako „Nástupnická společnost“)

(Zanikající společnost a Nástupnická společnost dále také společně jako „Zúčastněné -Fúzující společnosti“)

2. Zúčastněné - Fúzující společnosti jsou obe akciovými společnostmi, tedy kapitálovými společnostmi oprávněnými uskutečnit p přeshraniční fúzi ve smyslu článku 2 Smernice a příslušných ustanovení zákona o premenách.

3. Nástupnická společnost má základní kapitál ve výši 80.000.000,- Kč (slovy: osmdesát miliónu korun českých). Jejím jediným akcionářem je Zanikající společnost, majitel:

- 80 kusu kmenových akcií na majitele v listinné podobě o jmenovité hodnotě 1.000.000,- Kč (slovy: jeden milión korun českých) každé z nich, v číselné řadě 001-080.

4. Zanikající společnost má základní kapitál ve výši 200.000,- EUR (slovy: dvě stě tisíc euro). Jejími akcionáři jsou:

- společnost PANNORICA S.R.L., se sídlem Venezia, San Marco 2065, PSC 30124, Italská Republika, majitel hromadné listiny č. 1 nahrazující 77800 kusu akcií na jméno v listinné podobě o jmenovité hodnotě 2,- EUR (slovy: dvě euro) každé z nich, v číselné řadě 00001 - 77800.

- společnost PAESTUM, a.s., ICO 27450546, se sídlem Praha 4, Nusle, název Bratří Synků 477/10, PSC 140 00, majitel hromadné listiny č. 2 nahrazující 22200 kusu akcií na jméno v listinné podobě o jmenovité hodnotě 2,- EUR (slovy: dvě euro) každé z nich, v číselné řadě 77801-100000;

(dále jen „Akcionáři“)

5. I po Datu účinnosti Fúze (viz článek III. tohoto Projektu) si Nástupnická společnost zachová svoji obchodní firmu, adresu svého sídla a právní formu.

II. Úvodní ustanovení - Principy Fúze

1. Základním účelem Fúze je přechod jmení (aktiv a pasív) Zanikající společnosti na Nástupnickou společnost.

6. Predmetem tohoto Projektu je úprava práv a povinností Zúčastněných - Fúzujících společností v průběhu procesu Fúze a úprava práv a povinností akcionářů a věřitelů Zúčastněných - Fúzujících společností.

7. Právní účinky Fúze nastanou zápisem Fúze do obchodního rejstříku vedeného Městským soudem v Praze, tj. zápisem zmen souvisejících s Fúzí u Zúčastněných - Fúzujících společností.

8. Soubor pasív a aktiv Zanikající společnosti bude v důsledku zániku Zanikající společnosti převeden bez likvidace na Nástupnickou společnost.

9. Nástupnická společnost se stane univerzálním právním nástupcem Zanikající společnosti.

10. Akcionáři Zanikající společnosti se stanou akcionáři Nástupnické společnosti, jak je stanoveno dále v článku IV. a V. tohoto Projektu.

III. Datum účinnosti Fúze

V souladu s článkem 12 Smernice je datum účinnosti Fúze stanoven na základě práva členského státu Nástupnické společnosti, tj. v tomto případě bude účinná a ukončená ke dni zápisu Fúze do obchodního rejstříku vedeného Městským soudem v Praze (dále jen „Datum účinnosti Fúze“).

IV. Výmenný poměr

1. Na Nástupnickou společnost přejdou v důsledku Fúze její vlastní akcie ve smyslu ust. § 136 zákona o premenách a ustanovení § 161b odst. 1, písm. b) obchodního zákoníku.

2. Nástupnická společnost v souladu s ustanovením § 136 zákona o premenách použije nabyté vlastní akcie k výměně Akcionářům v poměru, v jakém se podíleli na Zanikající společnosti.

3. Doplatky dle ust. § 70 zákona o premenách nejsou žádné.

V. Údaj o vlivu Fúze na akcie Nástupnické společnosti Výše základního kapitálu Nástupnické společnosti Lhuty pro vydání nových akcií Akcionářům Způsob předání akcií Nástupnické společnosti

1. Akcie, které v rámci Fúze přejdou na Nástupnickou společnost, tj. 80 kusu kmenových listinných akcií na majitele o jmenovité hodnotě 1.000.000,- Kč (slovy: jeden milión korun českých) každé z nich, v číselné řadě 001-080, zmení v rámci Fúze formu na akcie na jméno. Převod akcií nebude omezen. Akcie nebudou kótovány k obchodování na evropském regulovaném trhu nebo zahraničním trhu obdobně regulovanému trhu.

2. Výše základního kapitálu Nástupnické společnosti se v souvislosti s Fúzí sníží v souladu s § 110 zákona o premenách z dosavadní výše 80.000.000,- Kč (slovy: osmdesát miliónu korun českých) o částku 6.000.000,- Kč (slovy: šest miliónu korun českých) na výslednou výši 74.000.000,- Kč (slovy: sedmdesát čtyři miliónu korun českých).

3. Vzhledem k důvodům snížení základního kapitálu nebude částka odpovídající snížení základního kapitálu vyplacena akcionářům Nástupnické společnosti, a to ani zčásti, a snížení základního kapitálu se projeví odpovídajícím způsobem příslušnými zmenami údajů v účetnictví Nástupnické společnosti dle schválené zahajovací rozvahy.

4. Snížení základního kapitálu bude provedeno snížením jmenovité hodnoty akcií, a to poměrně u všech kmenových listinných akcií ve formě (nove) na jméno společnosti o 7,5 %, tj. u všech 80 kusu kmenových listinných akcií o jmenovité hodnotě 1.000.000,- Kč (slovy: jeden milión korun českých) na novou jmenovitou hodnotu 925.000,- Kč (slovy: devět set dvacet pět tisíc korun českých), v souladu s ust. § 213 odst. 3 obchodního zákoníku. Snížení bude provedeno vydáním nových akcií o nižší jmenovité hodnotě.

5. Všechny 80 kusu kmenových listinných akcií ve formě na jméno o nové jmenovité hodnotě 925.000,- Kč (slovy: devět set dvacet pět tisíc korun českých) každé akcie se rozštěpí, každá akcie, na 925 kusu kmenových listinných akcií na jméno

o jmenovité hodnotě 1.000,- Kč (slovy: jeden tisíc korun českých) každé z nich, v číselné řadě 00001-74000. Prevod akcií nebude omezen. Akcie nebudou kótovány k obchodování na evropském regulovaném trhu nebo zahraničním trhu obdobném regulovanému trhu.

6. Takto získané akcie vydá Nástupnická společnost Akcionářům poté, se zápis Fúze do obchodního rejstříku stane účinným vůči třetím osobám, takto:

a) společnost PAESTUM, a.s. obdrží 16428 kusů kmenových listinných akcií na jméno o jmenovité hodnotě 1.000,- Kč (slovy: jeden tisíc korun českých) každé z nich, v číselné řadě 00001-16428;

b) společnost PANNORICA S.R.L. obdrží 57572 kusů kmenových listinných akcií na jméno o jmenovité hodnotě 1.000,- Kč (slovy: jeden tisíc korun českých) každé z nich, v číselné řadě 16429-74000.

7. Nové akcie Nástupnické společnosti potřebné k výměně Akcionářům, tj. 74000 kusů kmenových listinných akcií ve formě na jméno o jmenovité hodnotě 1.000,- Kč (slovy: jeden tisíc korun českých) každé jedné akcie nekótovaných k obchodování na evropském regulovaném trhu nebo zahraničním trhu obdobném regulovanému trhu, vydá Nástupnická společnost poté, se zápis Fúze do obchodního rejstříku stane účinným vůči třetím osobám. Emisní kurs vydávaných akcií bude roven jejich jmenovité hodnotě.

8. Lhuta k převzetí nových akcií Nástupnické společnosti jiné formy a o nižší jmenovité hodnotě Akcionářům činí v souladu s ust. § 137 zákona o premenách s primereným použitím ostatních právních předpisů dva měsíce ode dne, kdy se zápis Fúze do obchodního rejstříku stane účinným vůči třetím osobám, přičemž počátek této lhuty nemůže předcházet dni zápisu Fúze do obchodního rejstříku. Představenstvo Nástupnické společnosti oznámí Akcionářům konkrétní lhutu a další údaje týkající se vydání nových akcií, a to způsobem určeným zákonem a stanovami pro svolávání valné hromady Nástupnické společnosti ve znění účinném k danému dni.

9. Akcionářům, kteří si nové akcie Nástupnické společnosti neprevzou v řádné lhůtě uvedené v odst. 8. tohoto článku, stanoví představenstvo Nástupnické společnosti dodatečnou lhůtu k převzetí akcií, která nebude kratší než dva měsíce. Oznámení o stanovení této lhůty, její délky a další údaje týkající se vydání nových akcií v dodatečné lhůtě uveřejní představenstvo Nástupnické společnosti způsobem určeným zákonem a stanovami pro svolávání valné hromady Nástupnické společnosti a zveřejní v Obchodním vestníku. Součástí tohoto oznámení bude i informace, že akcie nepřevzaté ani v dodatečné lhůtě budou prodány ve veřejné dražbě v souladu s příslušnými ustanoveními zákona o premenách, zákona o veřejných dražbách a ostatních právních předpisů. Nepodaří-li se prodej uskutečnit pro nedostatek poptávky, uloží společnost akcie do úřední úschovy.

VI. Rozhodný den Fúze

Dnem, od něhož se jednání Zanikající společnosti z účetního hlediska považují za jednání uskutečená na účet Nástupnické společnosti (rozhodný den Fúze), je 1. září 2013.

VII. Den účetních závěrek Zúčastněných - Fúzujících společností

Den účetních závěrek Zúčastněných - Fúzujících společností použitý pro stanovení podmínek Fúze je 31. srpen 2013.

VIII. Konečné účetní závěrky Zúčastněných - Fúzujících společností

1. V souladu s § 267, odst. 1, písm. c) Zákona uzavřela Zanikající společnost své účty ke dni 31. srpna 2013.

2. V souladu s ustanovením § 11 odst. 1 zákona o premenách byla konečná účetní závěrka Nástupnické společnosti sestavena ke dni předcházejícímu rozhodnému dni, tj. k 31. srpnu 2013, a byla v souladu s ustanovením § 12 odst. 1 zákona o premenách v návaznosti na ustanovení § 20 zákona č. 563/1991 Sb., o účetnictví, ve znění pozdějších předpisů (dále jako „zákon o účetnictví“), overena auditorem.

IX. Zahajovací rozvaha Nástupnické společnosti

V souladu s ustanovením § 11 odst. 3 zákona o premenách byla sestavena zahajovací rozvaha Nástupnické společnosti k rozhodnému dni, tj. 1. září 2013, a byla v souladu s ustanovením § 20 zákona o účetnictví ověřena auditorem.

X. Údaje o ocenění aktiv a pasiv převáděných na Nástupnickou společnost

1. V souladu s ust. § 59zb odst. 3 zákona o premenách s odkazem na Zákon nebylo jmení Zanikající společnosti oceněno znalcem.

2. Nástupnická společnost přebírá veškerá aktiva a pasiva Zanikající společnosti zúčtované v rozvaze ke dni 31. srpna 2013 Zanikající společnosti. Cíží meny, jiné než česká koruna, budou převedeny s užitím prepočtu smenným kurzem České národní banky platným k rozhodnému dni Fúze.

3. Aktiva a pasiva Zanikající společnosti, které převezme Nástupnická společnost, byly ohodnoceny na účetní hodnotu v souladu s lucemburskými zákonnými ustanoveními a předpisy podle Metody historické ceny a účetních praktik obecně přijatých. 10!!!!

4. V důsledku Fúze Nástupnická společnost mimo jiné převezme veškeré dluhy Zanikající společnosti od data účinnosti Fúze.

XI. Den, od kterého vzniká právo na podíl na zisku

S ohledem na to, že Nástupnická společnost vydá Akcionářům vlastní akcie v souladu s ustanovením § 136 zákona o premenách, nestanovuje se den, od kterého vzniká podíl na zisku z vymeněných akcií. Výplata podílu na zisku se řídí příslušnými ustanoveními obchodního zákoníku a platnými stanovami Nástupnické společnosti.

XII. Práva poskytnutá vlastníkům emitovaných dluhopisu

Vzhledem k tomu, že žádná Zúčastněná - Fúzijící společnost nevydala dluhopisy, nejsou v tomto Projektu stanovena ve smyslu ustanovení § 70 odst. 1, písm. d) zákona o premenách práva, jež Nástupnická společnost poskytne majitelům emitovaných dluhopisů, ani zde nejsou uvedena opatření, jež jsou pro ně navrhována.

XIII. Práva, jež poskytne Nástupnická společnost vlastníkům jednotlivých druhů akcií, opčních listů nebo jiných cenných papírů

Zúčastněné - Fúzijící společnosti nevydaly žádné zatímní listy, opční listy, poukázky na akcie, jiné účastnické cenné papíry či jiné cenné papíry než vlastní akcie. Z tohoto důvodu nejsou navrhována žádná opatření.

XIV. Zvláštní výhody dané členům správních orgánů, orgánů řízení, dohledu nebo dozoru Zúčastněných - Fúzijících společností

Žádná ze Zúčastněných - Fúzijících společností neposkytuje v souvislosti s Fúzí podle tohoto Projektu členům svých správních, statutárních, řídicích a kontrolních orgánů ani případným jiným osobám, žádné zvláštní výhody ve smyslu ustanovení § 70 odst. 1, písm. f) zákona o premenách.

XV. Zapojení zaměstnanců do záležitostí Nástupnické společnosti Pravděpodobné dopady Fúze na zaměstnance

Zanikající ani Nástupnická společnost nemají žádné zaměstnance. V důsledku toho nebude mít Fúze vliv na zaměstnance.

XVI. Změna stanov Nástupnické společnosti

V souvislosti s Fúzí se mění stanovy Nástupnické společnosti tak, že se dosavadní znění nahrazuje textem uvedeným v příloze c. A tohoto projektu.

XVII. Dozorčí rada

Vzhledem k tomu, že Nástupnická společnost nesplňuje podmínky pro obsazení míst v její dozorčí radě osobami volenými zaměstnanci Nástupnické společnosti, tato místa se zatím neobsazují a budou obsazena až v okamžiku, kdy Nástupnická společnost splní podmínky stanovené ustanovením § 200 odst. 1 obchodního zákoníku.

XVIII. Souhlas orgánů veřejné moci

Statutární orgány Zúčastněných společností prohlašují, že se k realizaci procesu Fúze nevyžaduje povolení žádného orgánu veřejné moci.

XIX. Jiná ustanovení

1. V souladu s § 266 odst. 5 Zákona a § zákona o premenách akcionáři Zúčastněných -fúzijících společností si nepřejí předložit tento Projekt k prozkoumání nezávislým znalcům. V důsledku toho nebude žádný znalecký posudek za tímto účelem vydán.

2. Veritelé Nástupnické společnosti mohou vykonávat svá práva v souladu s § 268 Zákona.

3. Veritelé Zanikající společnosti mohou vykonávat svá práva v souladu s § 268 Zákona. Pro více informací se obraťte na Zanikající společnost, kde lze získat zdarma podrobné informace.

Přílohy:

A. Stanovy Nástupnické společnosti
ANNEXE «A» / P ÍLOHA «A»

STANOVY AKCIOVÉ SPOLEČNOSTI

I. Základní ustanovení

§1. Vznik společnosti. Společnost byla založena ve smyslu § 172 obchodního zákoníku bez veřejné nabídky akcií.

§2. Obchodní firma a sídlo.

1. Obchodní firma: HERAKLION, a.s.
2. Sídlo společnosti: Praha.

§3. Předmět (činnosti) podnikání. Předmětem podnikání (činnosti) společnosti je:

- výroba, obchod a služby neuvedené v přílohách 1 až 3 živnostenského zákona
- pronájem nemovitostí, bytů a nebytových prostor.

§4. Doba trvání společnosti. Společnost je založena na dobu neurčitou.

II. Základní kapitál

§5. Základní kapitál.

1. Základní kapitál společnosti činí 74.000.000,- Kč (slovy: sedmdesát čtyři milióny korun českých).
2. Společnost může na základě rozhodnutí valné hromady zvýšit základní kapitál za podmínek a způsobem stanoveným v § 202 a násl. ObchZ.
3. Společnost může na základě rozhodnutí valné hromady snížit svůj základní kapitál za podmínek a způsobem stanoveným v § 211 a násl. ObchZ.
4. Pravidla pro zvýšení a snížení základního kapitálu jsou obsažena v § 30 a § 31 těchto stanov.

III. Cenné papíry emitované společností

§6. Akcie.

1. Základní kapitál společnosti je rozvržen na 74000 ks (sedmdesát čtyři tisíce kusy) kmenových listinných akcií ve formě na jméno nekótovaných k obchodování na evropském regulovaném trhu nebo zahraničním trhu obdobně regulovanému trhu o jmenovité hodnotě každé jedné 1.000,- Kč (slovy: jeden tisíc korun českých).
2. Emisní kurs akcií se rovná jejich jmenovité hodnotě.
3. Akcie na jméno je převoditelná rubopisem a předáním. Práva spojená s listinnou akcií na jméno vykonává osoba uvedená v seznamu akcionáru, ledaže se prokáže, že zápis v seznamu akcionáru neodpovídá skutečnosti. Pak vykonává práva spojená s akcií majitel akcie na jméno.
4. Prevod akcií není omezen.
5. Akcie může být společným majetkem více osob. Spolumajitelé akcie se musí dohodnout, kdo z nich bude vykonávat práva spojená s akcií, nebo musí určit společného zmocněnce. Na vzájemné vztahy mezi spolumajiteli akcie se použijí obdobné ustanovení občanského zákoníku o spoluvlastnictví.
6. Země-li akcionář, je oprávněn vykonávat práva s akcií spojená deducí, nestanoví-li zákon ne jiného. Jeli více deducí, platí ustanovení předchozího odstavce obdobně. Pokud se deducové nedohodnou, určí na návrh společnosti osobu oprávněnou vykonávat práva spojená s akcií do doby skončení řízení o deducí soud.
7. Společnost je oprávněna vydat akcie jako hromadné listiny nahrazující jednotlivé akcie stejného druhu, formy a podoby jednoho majitele (dále jen "hromadná listina"). O vydání akcií ve formě hromadné listiny rozhoduje představenstvo.
8. Akcionář má právo na výměnu hromadné listiny za jednotlivé akcie nebo jiné hromadné listiny, požádá-li o to písemně představenstvo společnosti. Představenstvo je povinno písemně vyzvat akcionáře k výměně akcií do 30 (triceti) pracovních dnů ode dne, kdy je společnosti doručena žádost o výměnu. Ve výzvě představenstvo stanoví lhůtu k výměně akcií, která nesmí být kratší 15 (patnáct) pracovních dnů od odeslání výzvy. Nepředloží-li akcionář ve stanovené lhůtě hromadnou listinu k výměně, jeho právo na danou výměnu zaniká; tím není dotčeno jeho právo požádat o výměnu znovu. Náklady na výměnu nese společnost.
9. Hromadnou listinu vzatou z oběhu představenstvo znehodnotí slovy "vymenená" a uloží ji do archivu společnosti nebo ji zlikviduje skartací. O provedené skartaci porídí zápis.

§7. Důsledky nesplacení upsaných akcií.

1. Zakladatelé splatili 100 % (jedno sto procent) emisního kursu upsaných akcií před zápisem společnosti do obchodního rejstříku a v zákonných lhůtách.
2. Při zvýšení základního kapitálu jsou upisovateli povinni zcela splatit emisní kurs upsaných akcií ve lhůtách stanovených valnou hromadou, příp. představenstvem, nejpozději však ve lhůtách stanovených obchodním zákoníkem. Upisují-li se akcie na zvýšení základního kapitálu peněžitými vklady, musí být splaceny na zvláštní účet u banky, který za tím účelem společnost otevře na své jméno. Nepeněžité vklady musí být zcela splaceny před podáním návrhu na zápis zvýšení základního kapitálu do obchodního rejstříku způsobem uvedeným v § 60 odst. 2 ObchZ.
3. Při porušení povinnosti splatit emisní kurs upsaných akcií nebo jeho část zaplatí upisovatel společnosti úrok ve výši 20 % (dvacet procent) per annum z částky, s jejímž splacením je v prodlení.
4. Pokud upisovatel neuhradí emisní kurs nebo jeho splatnou část v dodatečné lhůtě 15 (patnácti) dnů na základě výzvy představenstva, představenstvo vyloučí upisovatele ze společnosti a vyzve jej, aby vrátil zápisný list v primerené lhůtě, kterou mu určí, pokud nepřijme v souladu se stanovami nebo zákonem jiné opatření. Vyloučený upisovatel ručí společností za splacení emisního kursu jím upsaných akcií. Představenstvo je oprávněno namísto vyloučení upisovatele ze společnosti rozhodnout o podání žaloby na splacení emisního kursu akcií nebo svolat valnou hromadu za účelem snížení základního kapitálu spojené s prominutím dluhu snížením jmenovité hodnoty akcií nebo upuštěním od vydání akcií.
5. Pokud vyloučený upisovatel v určené lhůtě zápisný list nevrátí, prohlásí představenstvo vydaný zápisný list za neplatný, současně vydá místo něho nový zápisný list nebo akcie osobě schválené valnou hromadou, která splatí emisní kurs těchto akcií.

6. Majetek, který získá společnost prodejem vráceného zatímního listu nebo vydáním nového ci akcie, použije společnost nejprve k uspokojení nároku společnosti vzniklých z porušení povinnosti upisovatele a zbývající část se vydá upisovateli.

7. Po dobu prodlení se splacením emisního kursu upsaných akcií nebo jeho části nemůže upisovatel vykonávat hlasovací právo spojené se zatímním listem nahrazujícím jím upsané a nesplacené akcie stejného druhu.

§8. Zatímní listy.

1. Společnost vydává zatímní listy stvrzující upsané vklady v penězích nebo jiných majetkových hodnotách a rozsah jejich plnění, není-li hodnota emisního kursu upsaných akcií splacena jednorázově při jejich úpisu.

2. Zatímní list je cenným papírem poskytujícím plná práva akcionáře. Musí být vystaven na jméno a teprve po úplném splacení emisního kursu akcie může být vyměněn za akcii společnosti.

3. Jestliže akcionář převede zatímní list na jinou osobu před splacením celého emisního kursu upsané akcie, odpovídá za závazek zaplatit zbytek emisního kursu jako rucitel.

4. Právo na výměnu zatímního listu za akcie má akcionář na první valné hromadě konané po splacení jím upsaného kapitálu, bude-li výměna zatímního listu za akcie technicky možná. Výměna zatímního listu za akcie bude provedena představenstvem společnosti na základě předloženého dokladu o splacení emisního kursu upsaných akcií, resp. příslušného vecného plnění.

5. Právo na vydání akcií má akcionář na první valné hromadě po zapsání zvýšení základního kapitálu do obchodního rejstříku, nejsou-li vydávány zatímní listy a za podmínky splacení celého emisního kursu.

§9. Vymenitelné nebo prioritní dluhopisy.

1. Společnost může na základě usnesení valné hromady vydat dluhopisy, s nimiž je spojeno:

- právo na jejich výměnu za akcie společnosti, tzv. vymenitelné dluhopisy, nebo
- přednostní právo na upisování akcií, tzv. prioritní dluhopisy, pokud současně rozhodne o podmíněném zvýšení základního kapitálu.

2. Usnesení valné hromady musí obsahovat:

- jmenovitou hodnotu dluhopisu a určení výnosu z dluhopisu
- místo a lhůtu delší jak dva týdny pro uplatnění práv z dluhopisu s určením počátku jejího běhu
- druh, formu, podobu, jmenovitou hodnotu a počet akcií, které lze za jeden dluhopis vyměnit nebo
- emisní kurs akcií upisovaných s uplatněním přednostního práva z prioritních dluhopisu nebo způsob, jak bude stanoven, nebo zmocnění pro představenstvo společnosti, aby stanovilo jeho výši, ledaže je vyloučeno nebo omezeno přednostní právo akcionáře na získání těchto dluhopisů.

3. Výmenné nebo přednostní právo u dluhopisu vydaných v zaknihované podobě může vykonat osoba vedená v evidenci cenných papírů v rozhodný den.

4. Přednostní právo z prioritních dluhopisů je samostatně převoditelné na základě opčního listu.

5. Akcionáři společnosti mají přednostní právo na získání dluhopisů.

IV. Práva a povinnosti akcionáře

§10. Práva akcionáře. 1. Každý akcionář je oprávněn se účastnit valné hromady, požadovat vysvětlení a podávat připomínky. Na základě akcie s právem hlasovacím je akcionář oprávněn podávat návrhy a hlasovat o nich, jakož i o návrzích jiných akcionářů.

2. Akcionář má právo během trvání společnosti na podíl ze zisku (dividendy), který valná hromada schválila k rozdělení.

3. Nároky na dividendy a podíl na likvidačním zůstatku jsou individuálním právem akcionáře. Tato práva nemohou být dotčena žádným usnesením nebo jiným rozhodnutím společnosti a jejich orgánů. Akcionář není povinen vracet dividendu přijatou v dobré víře.

4. Nárok akcionáře na vrácení splaceného vkladu je ze zákona vyloučen po dobu trvání akciové společnosti i po jejím zániku. Plnit akcionáři na úkor základního kapitálu, s výjimkou případu, kdy jde o snížení základního kapitálu, není přípustné.

5. Akcionář má přednostní právo upsat část nových akcií společnosti upisovaných ke zvýšení základního kapitálu v rozsahu jeho podílu na základním kapitálu společnosti, pokud se akcie upisují peněžitými vklady. Toto právo může být omezeno nebo vyloučeno jen rozhodnutím valné hromady, a to v důležitém zájmu společnosti.

6. Akcionář může požádat představenstvo o vydání kopie zápisu z valné hromady nebo jeho části.

7. Akcionář může požádat soud, aby prohlásil neplatnost usnesení valné hromady, pokud je v rozporu s právními předpisy nebo stanovami společnosti. Není-li toto právo uplatněno do tří měsíců ode dne konání valné hromady, nebo pokud nebyla řádně svolána, ode dne, kdy se mohl dovést o konání valné hromady, nejdéle však do jednoho roku od konání valné hromady, zaniká.

8. Akcionář nebo akcionáři společnosti, kteří mají akcie, jejichž souhrnná jmenovitá hodnota dosahuje alespoň 5% (pět procent) základního kapitálu (kvalifikovaná minorita) mohou požádat představenstvo o svolání mimořádné valné hromady k projednání navržených záležitostí. Způsob svolání této valné hromady a úhrada jejích nákladů jsou upraveny zákonem.

9. Na žádost kvalifikované minority:

- představenstvo zaradí ji určenou záležitost na porad jednání valné hromady, pokud je možno tento porad doplnit zákonem stanoveným způsobem;

- dozorci rada prezkoumá výkon působnosti představenstva v záležitostech určených v žádosti;
- dozorci rada uplatní právo na náhradu škody, které má společnost vůči členovi představenstva;
- představenstvo uplatní sankční postup proti akcionářům, kteří jsou v prodlení se splacením emisního

10. Veškerá svá práva je oprávněn akcionář vykonávat sám nebo prostřednictvím zástupce na základě plné moci. Plná moc musí být udělena pro každý konkrétní úkon a podpis zmocnitele musí být úředně overen.

§11. Povinnosti akcionáru.

1. Každý akcionář je povinen splácet řádně a včas emisní kurs upsaných akcií.

2. Akcionář je povinen hájit zájmy společnosti a její dobré jméno, ctít povinnost mlčenlivosti o všech skutečnostech, které souvisejí s činností společnosti nebo jejími obchodními partnery a které jsou předmětem obchodního tajemství společnosti, anebo o skutečnostech, jejichž zveřejnění by mohlo společnosti přivodit újmu nebo jde o důvěrnou informaci. Při poskytnutí takových informací akcionářům na valné hromadě je představenstvo, popř. dozorci rada povinna je upozornit na jejich charakter.

V. Orgány společnosti

§12. Orgány společnosti jsou:

- valná hromada
- představenstvo
- dozorci rada.

§13. Valná hromada.

1. Valná hromada je orgánem společnosti. Jedná a rozhoduje ve všech věcech, které jí náleží do výlučné působnosti podle zákona anebo podle těchto stanov.

2. Práva akcionáru v záležitostech společnosti se vykonávají nedělitelne prostřednictvím valné hromady.

3. Do výlučné působnosti valné hromady náleží:

- a) rozhodování o změně stanov, nejde-li o změnu v důsledku zvýšení základního kapitálu představenstvem nebo o změnu, ke které došlo na základě jiných právních skutečností;
- b) rozhodnutí o zvýšení základního kapitálu nebo o poverení představenstva či o možnosti zaplacení peněžitých pohledávek vůči společnosti proti pohledávce na splacení emisního kursu;
- c) rozhodnutí o snížení základního kapitálu a o vydání dluhopisů;
- d) volba a odvolávání členů představenstva a dozorčí rady;
- e) schválení řádné nebo mimořádné účetní závěrky a konsolidované účetní závěrky a v zákonem stanovených případech i mezitímní účetní závěrky, rozhodování o rozdělení zisku nebo jiných vlastních zdrojů a úhradě rátů;
- f) rozhodování o výplatě, výši, době a místě splatnosti dividend;
- g) rozhodnutí o zrušení společnosti s likvidací, jmenování a odvolání likvidátora, včetně určení výše jeho odměny, schválení návrhu rozdělení likvidačního zůstatku;
- h) rozhodnutí o fúzi, převodu jmění na jednoho akcionáře nebo rozdělení, popřípadě o změně právní formy;
- i) schvalování smluv dle § 67a ObchZ.;
- j) schválení jednání učiněných jménem společnosti do jejího vzniku;
- k) schválení ovládací smlouvy, smlouvy o převodu zisku a o tichém společenství a jejich změn;
- l) rozhodnutí o změnách druhu nebo formy akcií, o změnách práv spojených s určitým druhem akcií;
- m) rozhodnutí o vyloučení nebo omezení přednostního práva na získání dluhopisů, o omezení nebo vyloučení přednostního práva na upisování nových akcií;
- n) rozhodování o štepení akcií nebo o spojení akcií;
- o) rozhodování o nabývání vlastních akcií a jejich vzetí do zástavy společnosti;
- p) rozhodnutí o podání žádosti o přijetí účastnických cenných papírů společnosti k obchodování na evropském trhu nebo zahraničním trhu obdobně regulovanému trhu a o jejich vyřazení z obchodování;
- q) schvalování smluv o výkonu funkce a rozšíření zákazu konkurence;
- r) rozhodování o odměňování členů představenstva a dozorčí rady;
- s) schválení uzavření smluv dle §196a ObchZ., vyžaduje-li to zákon;
- t) schvalování poskytnutí finanční asistence dle § 161f ObchZ.;
- u) rozhodování o zřízení dalších fondů vytvářených akcionáři jejich dalšími vklady mimo základní kapitál, o pravidlech jejich hospodření, změnách a zrušení těchto fondů;
- v) schvalování a změna auditora pro overení řádné účetní závěrky společnosti;
- w) rozhodování o dalších otázkách, které zákon nebo stanovy zahrnují do působnosti valné hromady.

4. Valná hromada si nemůže vyhradit k rozhodování záležitosti, které ji nesveruje zákon nebo statuty.

§14. Svolávání valné hromady.

1. Valné hromady mají právo se účastnit všichni akcionáři. Jednání valné hromady se mohou zúčastnit i členové představenstva a dozorčí rady.

2. Valná hromada se uskutečňuje jako řádná valná hromada, mimořádná nebo náhradní.

3. Řádná valná hromada se koná min. 1x (jedenkrát) ročně, nejpozději do konce šestého měsíce po uplynutí účetního období, a na jejím poradě jednání je zejména schválení řádné účetní závěrky a způsobu rozdělení zisku nebo úhrady ztráty.

4. Valnou hromadu svolává představenstvo, v případech stanovených zákonem jeho člen nebo dozorčí

5. Svolávající je povinen zaslat pozvánku na jednání valné hromady všem akcionářům uvedeným v Seznamu akcionářů:

- min. 30 (tricet) dní před konáním valné hromady,

- min. 15 (patnáct) dní před konáním náhradní valné hromady,

- min. 15 (patnáct) dní před konáním mimořádné valné hromady svolané na žádost akcionáře vlastnického akcie, jejichž jmenovitá hodnota dosahuje alespo 5 % (pet procent) základního kapitálu

6. Pozvánka musí obsahovat náležitosti uvedené zejména v § 184a odst. 3, ci § 202 ci § 212 ObchZ.-

7. Valnou hromadu lze odvolat nebo změnit datum jejího konání na pozdější dobu nejpozději jeden týden před oznámeným datem jejího konání výše uvedeným způsobem, jinak je společnost povinna nahradit akcionářům náklady se zrušením valné hromady související.

8. Při určení nového data konání valné hromady musí být dodrženy lhůty dle bodu 5. tohoto článku.

9. Akcionáři vlastníci akcie, jejichž jmenovitá hodnota dosahuje alespo 5 % (pet procent) základního kapitálu společnosti, mohou požádat představenstvo:

- o svolání mimořádné valné hromady k projednání navržených záležitostí

- o odvolání ci změny data konání mimořádné valné hromady svolané na jejich žádost

10. Představenstvo, příp. jeho člen, je povinno svolat mimořádnou valnou hromadu dle předchozího bodu tak, aby se konala do 40 (čtyřicet) dnů ode dne, kdy mu došla žádost o její svolání.

11. Valná hromada je usnášeníschopná, pokud přítomní akcionáři vlastní akcie, jejichž souhrnná jmenovitá hodnota představuje devadesát procent všech emitovaných akcií společnosti.

12. Přítomní akcionáři se zapisují do listiny přítomných, jejíž součástí jsou plné moci zástupců akcionářů. Osoby jednající jménem akcionáře - právnické osoby, jsou povinny předložit výpis z obchodního rejstříku ne starší tří měsíců, příp. jiný listinný doklad osvědčující oprávnění jednat jménem akcionáře. Plná moc k zastupování platí jen pro jednu valnou hromadu, včetně jejího opakovaného svolání z důvodu její neusnášení schopnosti. Plná moc musí být opatřena úředně overeným podpisem zmocnítele a odevzdána při prezenci.

13. V případě, že není valná hromada schopna se usnášet, svolá představenstvo do 15 (patnáct) dnů novou pozvánkou náhradní valnou hromadu tak, aby se konala do 6 (šesti) týdnů ode dne, na který byla svolána původní valná hromada.

14. Náhradní valná hromada musí mít nezmeněný pořad jednání a je schopna usnášení bez ohledu na ustanovení bodu 11. tohoto článku.

§15. Jednací řád valné hromady.

1. Valná hromada zvolí svého předsedu, zapisovatele, dva ověřovatele zápisu a osoby poverené sčítáním hlasů, a to na návrh svolavatele. Do doby zvolení orgánu valné hromady řídí valnou hromadu poverený člen představenstva nebo dozorčí rady, svolává-li valnou hromadu dozorčí rada.

2. Jednání valné hromady se řídí pořadem jednání uvedeným v pozvánce na jednání valné hromady.

3. O záležitostech, které nebyly uvedeny v pozvánce, lze rozhodnout jen za účasti a se souhlasem všech akcionářů společnosti.

4. Procedurálních otázkách při jednání valné hromady, pokud nejsou přímo určeny jednacím řádem, rozhoduje předseda valné hromady.

§16. Hlasování.

1. K hlasování a přijímání rozhodnutí jsou oprávněni pouze majitelé akcií nebo zatímních listů, s kterými je spojeno hlasovací právo.

2. Akcionář nemůže vykonat hlasovací právo:

- pokud je v prodlení se splácením emisního kursu

- pokud valná hromada rozhoduje:

- * o jeho nepenežitěm vkladu

- * zda jemu nebo osobě, s níž jedná ve shodě, má být prominuto splnění povinností, anebo zda má být odvolán z funkce člena orgánu společnosti pro porušení povinností při výkonu funkce

- v jiných zákonem stanovených případech.

3. Hlasovací práva náležející akci se řídí jmenovitou hodnotou akcie. Každých 1.000,- Kc (slovy: jeden tisíc korun českých) jmenovité hodnoty akcie poskytuje majiteli při zasedání valné hromady jeden hlas.

4. Akcionář může vykonat své hlasovací právo i prost ednictvím zástupce na základě písemné plné moci s úředně overeným podpisem zmocnitele.

5. Akcionář nemusí vykonávat hlasovací práva spojená se všemi jeho akciemi stejným způsobem.

6. V průběhu jednání valné hromady se hlasuje aklamací.

7. Hlasuje se v poradí pro a proti, vždy k jednotlivým bodům poradu jednání samostatně.

8. Valná hromada hlasuje nejprve o návrhu představenstva, příp. svolavatele valné hromady. V případě jeho neschválení je postupně hlasováno o protinávrzích v poradí tak, jak byly vzneseny. Hlasování je ukonceno v okamžiku schválení návrhu představenstva, příp. svolavatele, nebo kteréhokoliv z

9. Valná hromada rozhoduje prostou většinou hlasu přítomných akcionářů, pokud zákon nebo stanovy společnosti nevyžadují vyšší kvalifikovanou většinu.

10. průběhu valné hromady se porizuje zápis, který musí spl ovat náležitosti stanovené obchodním zákoníkem a být podepsán zapisovatelem, předsedou valné hromady a dvěma ove ovateli. Představenstvo zabezpečuje vyhotovení zápisu o valné hromadě do 30 (triceti) dnu od jejího ukončení.

§17. Výkon práv valné hromady jedním akcionářem. Má-li společnost pouze jednoho akcionáře, nekoná se valná hromada a působnost valné hromady vykonává tento akcionář.

§18. Představenstvo.

1. Představenstvo je statutární orgán společnosti, jenž řídí činnost společnosti a jedná jejím jménem.

2. Představenstvo je tříletné. Funkční období jednotlivých členů představenstva je petileté. Členy představenstva volí a odvolává valná hromada.

3. Má-li společnost jediného akcionáře, může být volen pouze jeden člen představenstva, který vykonává funkci představenstva a současně funkci předsedy představenstva.

4. Každý člen představenstva může být volen opakovaně. Valná hromada ho zároveň může kdykoliv odvolat. Člen představenstva může ze své funkce odstoupit. Odstoupení z funkce člena představenstva se oznamuje představenstvu nebo valné hromadě. Výkon funkce končí dnem, kdy odstoupení projednal nebo měl projednat orgán společnosti, který ho zvolil.

5. Pro první funkční období zvolili členy představenstva zakladatelé.

6. Členové představenstva volí ze svého středu předsedu představenstva.

7. Rozsah pravomocí představenstva je dán obchodním zákoníkem v platném znění a těmito stanovami.

§19. Práva a povinnosti představenstva.

1. Při realizaci svého postavení ve společnosti představenstvo zejména:

- svolává valnou hromadu a vykonává její usnesení;
- odpovídá za vypracování všech účetních závěrek, včetně zpracování návrhu na rozdělení zisku nebo úhrady ztráty a jejich zveřejnění;
- vyhotovuje pro valnou hromadu zprávu o vztazích, a to nejméně jednou ročně, nejpozději k 31. březnu, pokud valná hromada nerozhodne o častějším předložení zprávy;
- vyhotovuje pro valnou hromadu zprávu o podnikatelské činnosti společnosti a o stavu jejího majetku, která je součástí výroční zprávy zpracované podle zvláštního předpisu, a to nejméně jednou ročně, nejpozději k 30. červnu, pokud valná hromada nerozhodne o častějším předložení zprávy;
- vede Seznam akcionářů;
- zajišťuje řádné vedení účetnictví a obchodních knih společnosti;
- schvaluje organizační, podpisový a pracovní řád;
- vykonává i další práva a plní i jiné povinnosti vyplývající z těchto stanov a obecně závazných právních předpisů nebo rozhodnutí valné hromady;
- rozhoduje o všech otázkách, které nejsou stanovami nebo obchodním zákoníkem svěřeny do působnosti valné hromady či jiného orgánu společnosti.

2. Představenstvo svolá valnou hromadu bez zbytečného odkladu poté, zjistí, že celková ztráta společnosti na základě jakékoliv účetní závěrky dosáhla takové výše, že při jejím uhrazení zdisponibilních zdrojů společnosti by neuhrazená ztráta dosáhla poloviny základního kapitálu nebo to lze s ohledem na všechny okolnosti předpokládat, nebo pokud zjistí, že se společnost dostala do úpadku, a navrhne valné hromadě zrušení společnosti nebo přijetí jiného opatření, nestanoví-li zvláštní právní předpis ne jiného.

3. K uzavření smlouvy, na jejímž základě má společnost nabýt nebo zcizit majetek, přesahuje-li hodnota nebývaného nebo zcizovaného majetku v průběhu jednoho účetního období jednu třetinu vlastního kapitálu vyplývajícího z poslední řádné účetní závěrky nebo z konsolidované účetní závěrky, sestavuje-li společnost konsolidovanou účetní závěrku, se vyžaduje souhlas dozorčí rady. Vyдалa-li společnost kótované akcie, vyžaduje se i souhlas valné hromady.

§20. Povinnosti a práva clenu predstavenstva.

1. Clenové predstavenstva jsou povinni vykonávat svou působnost s péčí řádného hospodáře a zachovávat mlčenlivost o duverných informacích a skutečnostech, jejichž prozrazení třetím osobám by mohlo společnosti způsobit škodu. Je-li sporné, zda člen predstavenstva jednal s péčí řádného hospodáře, nese důkazní břemeno o tom, že jednal s péčí řádného hospodáře, tento člen predstavenstva. Ti členové predstavenstva, kteří způsobili společnosti porušením právních povinností při výkonu působnosti predstavenstva škodu, odpovídají za tuto škodu společně a nerozdílně. Totéž platí při vzniku škody způsobené překročením kompetence predstavenstva na úkor působnosti jiného orgánu.

2. Smlouva mezi společností a členem predstavenstva nebo ustanovení stanov vylučující nebo omezující odpovědnost člena predstavenstva za škodu jsou neplatné. Clenové predstavenstva odpovídají za škodu, kterou způsobili společnosti plněním pokynu valné hromady, jen je-li pokyn valné hromady v rozporu s právními předpisy.

3. Clenové predstavenstva, kteří odpovídají společnosti za škodu, ručí za závazky společnosti společně a nerozdílně, jestliže odpovědný člen predstavenstva škodu neuhradil a věřitelé nemohou dosáhnout uspokojení své pohledávky z majetku společnosti pro její platební neschopnost nebo z důvodu, že společnost zastavila platby. Rozsah ručení je omezen rozsahem povinnosti clenu predstavenstva k náhradě škody. Ručení člena predstavenstva zaniká, jakmile způsobenou škodu uhradí.

4. Jestliže vyžadují stanovy nebo zákon k určitým jednáním predstavenstva předchozí souhlas dozorčí rady a dozorčí rada souhlas k takovému jednání nedá nebo využije-li dozorčí rada svého práva zakázat predstavenstvu určité jednání jménem společnosti, neodpovídají členové predstavenstva společnosti za škodu, která jí z důvodu splnění takového rozhodnutí dozorčí rady vznikne. Za škodu takto vzniklou odpovídají společně a nerozdílně ti členové dozorčí rady, kteří hlasovali pro přijetí tohoto rozhodnutí, pokud nejednali s péčí řádného hospodáře.

§21. Zasedání predstavenstva.

1. Zasedání predstavenstva je oprávněn svolat kterýkoliv z clenu predstavenstva. Zasedání predstavenstva řídí předseda predstavenstva. V případě jeho nepřítomnosti řídí zasedání predstavenstva pověřený člen.

2. Zasedání se pravidelně konají v sídle společnosti, výjimečně i jinde. Zasedání se svolává podle potřeby společnosti nebo na žádost kteréhokoli člena predstavenstva.

3. Zasedání se svolává písemně a pozvání musí obsahovat místo a termín konání a jeho program. Clenové, kteří se nemohou zasedání zúčastnit, jsou oprávněni pověřit svým zastupováním jiného člena.

4. Predstavenstvo je usnášeníschopné, byli-li všichni členové pozváni a zasedání se účastní nebo jsou na něm zastoupeni alespoň dva členové.

5. V mimorádných případech může být zasedání svoláno i jinak než písemně.

6. Usnesení predstavenstva se přijímá nadpoloviční většinou hlasů přítomných clenu.

7. O průběhu zasedání predstavenstva a o jeho rozhodnutích se porizují zápisy podepsané předsedou a zapisovatelem. V zápisu z jednání predstavenstva musí být jmenovitě uvedeni členové predstavenstva, kteří hlasovali proti jednotlivým usnesením predstavenstva nebo se zdrželi hlasování. Pokud není prokázáno naopak, platí, že neuvedení přítomní členové hlasovali pro přijetí usnesení.

8. Pripouští se písemné hlasování clenu predstavenstva a hlasování clenu predstavenstva pomocí prostředku sdělovací techniky. Souhlasí-li s tím všichni členové predstavenstva, může takto hlasovat celé predstavenstvo nebo jen ti jeho členové, kteří nejsou na zasedání predstavenstva přítomní. Hlasující se pak považují za přítomné. Většina se počítá z celkového počtu hlasů příslušející všem členům predstavenstva. Rozhodnutí učiněné mimo zasedání musí být uvedeno v zápise nejbližšího zasedání predstavenstva, včetně podkladů zachycujících průběh hlasování. Souhlas s hlasováním mimo zasedání lze písemně udělit pro celé funkční období s tím, že je možné jej kdykoli odvolat. V konkrétních případech pak postací, že je souhlas udělen ústně. Návrh na přijetí usnesení mimo zasedání předkládá předseda predstavenstva s tím, že určí lhůtu pro hlasování a způsob hlasování. O hlasování mimo zasedání pak předkladatel návrhu porídí záznam a o jeho výsledku vyrozumí ostatní členy predstavenstva.

§22. Dozorčí rada.

1. Dozorčí rada společnosti je tříčlenná. Funkční období clenu dozorčí rady je pětileté.

2. První členy dozorčí rady zvolili zakladatelé. Další členové dozorčí rady jsou voleni a odvoláváni valnou hromadou. Ust. § 200 odst. 1 veta druhá ObchZ. tím není dotčeno.

3. Každý člen dozorčí rady může být volen opakovaně. Člen dozorčí rady může ze své funkce odstoupit. Odstoupení z funkce člena dozorčí rady se oznamuje dozorčí radě, predstavenstvu nebo valné hromadě společnosti. Výkon funkce končí dnem, kdy odstoupení projednal nebo měl projednat orgán společnosti, jehož byl členem.

4. Člen dozorčí rady nesmí být zároveň členem predstavenstva, prokuristou nebo osobou oprávněnou podle zápisu v obchodním rejstříku jednat jménem společnosti.

5. Dozorčí rada volí ze svého středu předsedu.

6. Dozorčí rada společnosti je kontrolním orgánem a dohlíží na výkon působnosti predstavenstva a podnikatelskou činnost společnosti.

7. V rámci její působnosti upravené zákonem a těmito stanovami dozorčí rady, resp. jejím členem, přísluší zejména:

- a) nahlížet do všech dokladů a záznamů týkajících se činnosti společnosti a zjišťovat stav společnosti; -
 - b) kontrolovat, zda jsou řádné a v souladu se skutečností vedeny účetní zápisy společnosti;
 - c) kontrolovat, zda podnikatelská činnost společnosti se uskutečňuje v souladu s právními předpisy, temito stanovami a pokyny valné hromady;
 - d) prezkoumávat řádnou, mimořádnou a konsolidovanou, popřípadě i mezitímní účetní závěrku a návrh na rozdělení zisku nebo úhradu ztráty, a předkládat své vyjádření valné hromadě;
 - e) účastnit se valné hromady a seznamovat valnou hromadu s výsledky své kontrolní činnosti;
 - f) svolávat valnou hromadu společnosti, jestliže to vyžadují zájmy společnosti, a na valné hromadě navrhopvat potřebná opatření;
 - g) předkládat valné hromadě i představenstvu své vyjádření, rozhodnutí a návrhy;
 - h) oprávnění vyžadovat od clenu představenstva, editelů a všech zaměstnanců společnosti informace pro svoji kontrolní činnost;
 - i) určit svého clena (nebo cleny), který zastupuje společnost v řízení před soudy a jinými orgány proti clenům představenstva;
 - j) prezkoumat výkon působnosti představenstva v záležitostech, které označí akcionáři vlastníci akcie, jejichž jmenovitá hodnota dosahuje alespo 5 % (pet procent) základního kapitálu, ve své žádosti; —
 - k) uplatnit právo na náhradu škody, které má společnost vůči clenovi představenstva, požadují-li to akcionáři vlastníci akcie, jejichž jmenovitá hodnota dosahuje alespo 5 % (pet procent) základního
8. Pokud dozorčí rada bez zbytečného odkladu nesplní povinnosti jí stanovené v bodech j) a k) odst. 7 tohoto článku, mohou akcionáři zde uvedení uplatnit právo na náhradu škody jménem společnosti sami.
9. Zasedání dozorčí rady svolává předseda. Zasedání se svolává písemně a pozvání musí obsahovat místo a termín konání a její program.
10. Zasedání se pravidelně konají v sídle společnosti, výjimečně i jinde. Zasedání se svolává podle potřeby společnosti nebo na žádost kteréhokoli clena dozorčí rady, vždy však alespo 1x (jedenkrát) ročně.
11. Dozorčí rada je usnášeníschopná, je-li přítomna nadpoloviční většina všech jejích clenu.
12. K platnosti usnesení dozorčí rady je zapotřebí prosté většiny všech hlasů clenu.
13. O zasedáních dozorčí rady se sepisuje zápis, který podepisuje předseda a zapisovatel. V zápise se uvedou i stanoviska menšiny clenu, jestliže ti to požádají, a vždy se uvede odchylný názor clena dozorčí rady zvoleného zaměstnanci.
14. Pripouští se písemné hlasování clenu dozorčí rady a hlasování clenu dozorčí rady pomocí prosté sdělovací techniky. Souhlasí-li s tím všichni členové dozorčí rady, může takto hlasovat celá dozorčí rada nebo jen ti její členové, kteří nejsou na zasedání dozorčí rady přítomni. Hlasující se pak považují za přítomné. Většina se počítá z celkového počtu hlasů přisuzujících všem členům dozorčí rady. Rozhodnutí učiněné mimo zasedání musí být uvedeno v zápise nejbližšího zasedání dozorčí rady, včetně podkladů zachycujících průběh hlasování. Souhlas s hlasováním mimo zasedání lze písemně udělit pro celé funkční období s tím, že je možné jej kdykoli odvolat. V konkrétních případech pak postací, že je souhlas udělen ústně. Návrh na přijetí usnesení mimo zasedání předkládá předseda dozorčí rady s tím, že určí lhůtu pro hlasování a způsob hlasování. O hlasování mimo zasedání pak předkladatel návrhu porídí záznam a o jeho výsledku vyrozumí ostatní členy dozorčí rady.
15. Pro povinnosti clena dozorčí rady platí obdobně § 20 těchto stanov.

§23. Další orgány. Valná hromada je oprávněna rozhodnout o ustanovení dalších funkcí nebo komisí nebo rozhodnout o udělení

VI. Úkony společnosti

§24. Jednání a podepisování jménem společnosti.

1. Jménem společnosti jedná samostatně předseda představenstva. Bude-li zvolen pouze jeden člen představenstva, pak jedná jménem společnosti samostatně jediný člen představenstva. —
2. Při podepisování za společnost připojí k obchodní firmě společnosti svůj podpis samostatně kterýkoliv člen představenstva. Bude-li zvolen pouze jeden člen představenstva, pak připojí svůj podpis samostatně jediný člen představenstva. Při podepisování právních úkonů, jejichž hodnota přesáhne částku 2.000.000,- Kč (slovy: dva milióny korun českých), připojí k obchodní firmě svůj podpis společně předseda představenstva s jedním členem představenstva.

VII. Hospodarení společnosti

§25. Účetní období. První účetní období společnosti začíná dnem zápisu společnosti do obchodního rejstříku a končí 31. prosince roku, ve kterém byla společnost zapsána do obchodního rejstříku. Každé další účetní období je totožné s kalendářním rokem.

§26. Odpovědnost majetková, Úhrada ztráty.

1. Akciová společnost odpovídá za své závazky celým majetkem.

2. Akcionáři neručí za závazky společnosti a společnost neručí za závazky akcionáru, pokud by výslovně takovou záruku nepřevzala.

3. Ohledne ztráty může valná hromada rozhodnout o:

- jejím uhrazení z rezervního fondu;
- jejím uhrazení z jiných fondů, které nejsou účelově vázány;
- jejím uhrazení z účetního zisku nebo nerozdeleného zisku minulých let;
- převedením na účet neuhrazené ztráty minulých let;
- jejím uhrazením snížením základního kapitálu;
- jejím uhrazením jiným způsobem v souladu s platnými právními předpisy.

§27. Rozdělení zisku.

1. Společnost hradí své potřeby a závazky z příjmu získaných podnikatelskou činností a z dalších zdrojů.

2. Valná hromada může rozhodnout o rozdělení zisku některým z níže uvedených způsobů:

- k minimálnímu povinnému přídelu do rezervního fondu;
- k dalším přídelům do rezervního fondu a přídelům do ostatních fondů zřízených ve společnosti;
- k tvorbě fondu ze zisku;
- k úhradě ztráty z minulých let;
- k výplatě tantiém a dividend;
- ke zvýšení základního kapitálu;
- k převodu zisku na účet nerozdeleného zisku minulých let.

Výše uvedeným není dotčena povinnost provést v souvislosti s rozdělením zisku zákonem stanovené odvody, srážky daní a poplatku.

3. Zisk určený na dividendy bude rozdělen mezi akcionáře tak, že na 1.000,- Kč (slovy: jeden tisíc korun českých) jmenovité hodnoty vydané akcie připadá 1 podíl.

4. Rozdělení zisku schvaluje valná hromada na návrh představenstva, přičemž může být zvoleno i více způsobů rozdělení zisku.

§28. Rezervní fond.

1. Společnost vytváří rezervní fond z čistého zisku vykázaného v roční účetní závěrce za rok, ve kterém poprvé zisk vytvoří, a to ve výši 20 % (dvacet procent) z čistého zisku, nestanoví-li valná hromada vyšší podíl, ale ne více než 10 % (deset procent) základního kapitálu. Výše rezervního fondu činí 20 % (dvacet procent) základního kapitálu společnosti.

2. Společnost naplňuje každoročně rezervní fond přídelem ve výši minimálně 5 % (pět procent) ze zisku po odvodech daní do státního rozpočtu až do dosažení výše rezervního fondu dle předchozího odstavce.

3. Povinný minimální zůstatek rezervního fondu ve výši 20 % (dvacet procent) může být použit pouze ke krytí ztráty společnosti a při nedostatku vytvořeného zisku pro splnění odvodu a daní do státního rozpočtu.

§29. Další fondy.

1. Společnost je oprávněna zřizovat na základě rozhodnutí valné hromady vedle rezervního fondu též další fondy při respektování platné právní úpravy pro jejich zřízení a hospodářství s nimi.

2. Zřídí-li společnost takovýto fond, upraví současně způsob hospodářství s ním tak, aby odpovídal zájmu společnosti a fond a nakládání s ním nebyly v rozporu s obecně platnými právními předpisy.

VIII. Zvýšení a snížení základního kapitálu

§30. Zvýšení základního kapitálu.

1. Společnost může na základě rozhodnutí valné hromady zvýšit základní kapitál za podmínek a způsobem stanoveným v § 202 a násl. ObchZ. pouze tehdy, je-li akcionáři zcela splacen souhrn jmenovitých hodnot dříve vydaných akcií. Toto omezení se netýká zvýšení základního kapitálu nepeněžitými vklady.

2. Zvýšit základní kapitál společnosti lze upsáním nových akcií nebo z vlastních zdrojů.

3. Akcionáři společnosti mají přednostní právo na upsání nových akcií v rozsahu jejich podílu na základním kapitálu společnosti v případě zvyšování základního kapitálu peněžitými vklady. Rozhodnout o omezení či vyloučení přednostního práva je oprávněna pouze valná hromada.

4. Pokud se valná hromada usnesla na vydání vymenitelných nebo prioritních dluhopisů, je povinna současně rozhodnout o zvýšení základního kapitálu v rozsahu, v jakém mohou být uplatněna výměnná práva z vymenitelných dluhopisů nebo přednostní práva z prioritních dluhopisů - podmíněné zvýšení základního kapitálu.

§31. Snížení základního kapitálu.

1. Společnost může na základě rozhodnutí valné hromady snížit svůj základní kapitál za podmínek a způsobem stanoveným v § 211 a násl. ObchZ.

2. Snižovat základní kapitál může společnost pouze postupem dle § 213a ObchZ., tj. snížením jmenovité hodnoty akcií společnosti, nebo postupem dle § 213d ObchZ., tj. upuštěním od vydání akcií. Snížení základního kapitálu vzetím akcií z oběhu na základě losování se nepřipouští.

3. Základní kapitál nelze snížit pod jeho zákonnou výši. Snížením základního kapitálu se nesmí zhoršit dobytost pohledávek veritelu.

IX. Zrušení a likvidace společnosti

§32. Zrušení a zánik společnosti.

1. O zrušení společnosti rozhoduje valná hromada.
2. Pro zrušení a zánik společnosti platí ust. §§ 68 až 75c ObchZ., není-li dále stanoveno jinak.
3. Společnost zaniká ke dni výmazu z obchodního rejstříku.

§33. Likvidace společnosti.

1. Při likvidaci bude postupováno dle §§ 219 až 220 a §§70 až 75c ObchZ.
2. Funkci likvidátora plní osoba, kterou na návrh představenstva jmenuje valná hromada. Likvidátor jmenovaný valnou hromadou může být valnou hromadou odvolán a nahrazen jiným likvidátorem.

X. Závěrečná ustanovení

§34.

1. Společnost je českou právnickou osobou založenou podle obchodního zákoníku. Znění těchto stanov vychází z obchodního zákoníku.

2. Stanovy nabývají platnosti od jejich přijetí zakladateli společnosti.

3. Účinnosti nabývají stanovy vznikem akciové společnosti po právní moci usnesení rejstříkového soudu o zapsání společnosti do obchodního rejstříku.

4. Změna nebo doplnění stanov je možné na základě rozhodnutí valné hromady, příp. rozhodnutí jediného akcionáře, pouze formou notářského zápisu, nejedná-li se o změnu na základě jiné právní skutečnosti.

5. Změna stanov nabývá účinnosti dnem rozhodnutí valné hromady, není-li v rozhodnutí stanoven pozdější okamžik nabytí účinnosti, s výjimkou rozhodnutí o zvýšení či snížení základního kapitálu, štěpení či spojení akcií, změny formy nebo druhu akcií, či omezení převoditelnosti akcií na jméno nebo její změny, které nabývají účinnosti dnem právní moci usnesení rejstříkového soudu o zápisu těchto změn.

Tento projekt Fúze ve shora uvedeném znění byl vypracován Zúčastněnými - Fúzujícími společnostmi dne 3.října 2013.

V případě jakýchkoli rozporu mezi francouzskou a českou verzí bude rozhodující verze česká.

Le présent Projet commun de Fusion transfrontalière, en la teneur susvisée, a été élaboré par Sociétés Concernées (Fusionnantes) le 03 octobre 2013

En cas de divergences entre les versions française et tchèques, la version tchèque prévaudra.

Le 03 octobre 2013.

PRAHA INVEST S.A.

Société Anonyme

VALON S.A. / KOFFOUR S.A.

Société anonyme / Société anonyme

Cédric / Guy Baumann

Dne 03 října 2013.

HERAKLION, a.s.

Signature

ANNEXE «A» / P ILOHA «A»

STATUTS DE LA SOCIÉTÉ ANONYME

I. Dispositions générales

§1. Naissance de la société. La société a été constituée au sens de l'article 172 du code de commerce sans appel public à l'épargne.

§2. Dénomination et Siège social.

1. Dénomination sociale: HERAKLION, a.s.
2. Siège social: Prague.

§3. Objet social. L'objet social de la société est le suivant:

- Production, commerce et services non spécifiés dans les annexes 1 à 3 de la loi sur l'artisanat
- Bail des biens immobiliers, des appartements et des locaux commerciaux.

§4. Durée de la société. La société est créée pour une durée indéterminée.

II. Capital social

§5. Capital social.

1. Le capital social de la société s'élève à 74.000.000,- CZK (en toutes lettres: soixante-quatorze millions de couronnes tchèques).

2. Suite à une décision prise par l'assemblée générale, la société peut augmenter son capital social sous conditions prévues par l'article 202 et suiv. du code de commerce et par les moyens prévus par ces dernières.

3. Suite à une décision prise par l'assemblée générale, la société peut réduire son capital social sous conditions prévues par l'article 211 et suiv. du code de commerce et par les moyens prévus par ces dernières.

4. Les règles concernant l'augmentation et la réduction du capital social sont définies dans les articles 30 et 31 du présent document.

III. Titres émis par la société

§6. Actions.

1. Le capital social est réparti en 74000 pièces (soixante-quatorze mille pièces) d'actions de capital écrites sous forme nominative, non cotées pour la négociation sur le marché réglementé européen ou sur un marché extérieur similaire au marché réglementé, d'une valeur nominale de 1.000,- CZK chacune (en toutes lettres: un mille couronnes tchèques).

2. Le taux d'émission des actions est égal à leur valeur nominale.

3. L'action nominative est transmissible par endossement et par expédition. Les droits inhérents à l'action nominative sous forme papier sont exerçables par la personne inscrite dans le registre des actionnaires, à moins de prouver que l'inscription dans ledit registre des actionnaires ne correspond pas à l'état réel des choses. Dans ce cas, les droits inhérents à l'action sont exercés par le titulaire de l'action nominative.

4. La transmission des actions n'est pas limitée.

5. Une action peut être en copropriété de plusieurs personnes. Les cotitulaires sont obligés de désigner la personne autorisée à exercer les droits inhérents à l'action, soit d'entre eux, soit en désignant un fondé de pouvoir commun. Les rapports mutuels entre les cotitulaires de l'action sont régis analogiquement par les dispositions du code civil concernant la copropriété.

6. Au cas du décès de l'actionnaire, son héritier est autorisé à exercer les droits inhérents à l'action, sauf disposition contraire prévue par la loi. Au cas de pluralité d'héritiers, les dispositions du paragraphe précédent s'appliquent de manière analogue. A défaut d'accord des héritiers, la personne autorisée à exercer les droits inhérents à l'action est désignée par la juridiction suite à une proposition faite par la société, et cela pour la période de la durée de la procédure successorale.

7. La société est autorisée à émettre des actions sous forme d'acte collectif remplaçant les actions individuelles de type et de forme identiques d'un même titulaire (ci-après «acte collectif»). L'émission d'action sous forme d'acte collectif fait l'objet de la décision du directoire.

8. L'actionnaire est autorisé à demander l'échange de l'acte collectif contre des actions individuelles ou d'autres actes collectifs, à condition d'adresser une demande écrite au directoire de la société. Le directoire est tenu de faire un appel écrit à l'actionnaire pour lui annoncer l'échange d'actions dans un délai de 30 (trente) jours ouvrables à compter de la date de la réception de la demande d'échange. Dans son appel, le directoire prévoit le délai d'échange d'actions, lequel ne doit pas être inférieur à 15 (quinze) jours ouvrables à compter de la date d'envoi de l'appel. Au cas où l'actionnaire ne présente pas son acte collectif pour échange dans le délai prévu, son droit à l'échange s'en trouve éteint; néanmoins son droit à redemander l'échange ne s'en trouve pas atteint. Les coûts d'échange sont pris en charge par la société.

9. Le directoire est tenu d'oblitérer l'acte collectif retiré de la circulation, par une mention «échangé», et de le consigner aux archives de la société ou le supprimer par la mise au rebut. La mise au rebut doit faire l'objet d'un procès-verbal.

§7. Conséquences de la non-libération des actions souscrites.

1. Les fondateurs de la société ont libéré 100 % (cent pour-cent) du taux d'émission des actions souscrites avant l'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés en respectant les délais prévus par la loi.

2. Lors de l'augmentation du capital social, les souscripteurs sont obligés de payer le taux d'émission des actions souscrites dans son montant total dans les délais prévus par la décision de l'assemblée générale, éventuellement par la décision du directoire, ou le cas échéant dans les délais prévus par le code de commerce au plus tard. Au cas où les actions pour augmentation du capital social sont souscrites sous forme d'apport en numéraire, les montants correspondants doivent être versés sur un compte bancaire à part ouvert par la société dans ce but à son nom. Les apports en nature doivent être payés dans leur totalité avant le dépôt de la demande d'enregistrement de l'augmentation du capital social au RCS par la voie prévue par l'article 60 alinéa 2 du code de commerce.

3. Au cas de violation de l'obligation de payer le taux d'émission des actions souscrites ou une partie de celui-ci par le souscripteur, celui-ci est tenu de payer un intérêt moratoire à la société, d'un montant de 20 % (vingt pour-cent) per annum de la somme due.

4. Au cas de non-paiement du taux d'émission ou la partie échue de celui-ci par le souscripteur dans un délai supplémentaire de 15 (quinze) jours suite à rappel fait par le directoire, le directoire exclura le souscripteur de la société, en engageant celui-ci de retourner son titre provisoire dans un délai adéquat fixé par le directoire, sauf mesure contraire adoptée par celui-ci conformément à la loi ou aux présents statuts. Le souscripteur exclu est responsable vis-à-vis de la société du paiement du taux d'émission des actions souscrites par lui. Au lieu d'exclure le souscripteur de la société, le directoire est autorisé à décider d'engager l'action en justice concernant le paiement du taux d'émission des actions, ou de convoquer une assemblée générale dans le but de réduire le capital social en décidant sur la remise de la dette par la réduction de la valeur nominale des actions ou en abandonnant l'émission d'actions.

5. Au cas où le souscripteur exclu ne retourne pas son titre provisoire dans le délai prévu, le directoire déclarera ledit titre invalide, en émettant un nouveau titre provisoire ou des actions à la personne approuvée par l'assemblée générale laquelle paiera le taux d'émission de celles-ci.

6. Les actifs obtenus par la société suite à la vente du titre provisoire retourné ou à l'émission d'un nouveau titre ou d'actions, seront employés par la société en premier lieu pour satisfaire à ses prétentions dues à la violation des obligations par le souscripteur, et le solde sera remboursé au souscripteur.

7. Durant la période de retard dans le paiement du taux d'émission des actions souscrites ou d'une partie de celui-ci, le souscripteur ne peut pas exercer son droit de vote inhérent au titre provisoire remplaçant les actions souscrites par lui et non libérées du type identique.

§8. Titres provisoires.

1. La société procède à l'émission des titres provisoires certifiant les apports en numéraire ou autres souscrits et le volume de son accomplissement au cas où la valeur du taux d'émission des actions souscrites n'est pas payée en une seule fois au moment de la souscription.

2. Le titre provisoire est une valeur mobilière donnant lieu à tous les droits de l'actionnaire. Il doit être émis au nom du souscripteur et ne peut être échangé contre une action de la société que suite au paiement du montant total du taux d'émission de l'action.

3. Au cas où l'actionnaire procède à la transmission du titre provisoire à un tiers avant le paiement du montant total du taux d'émission de l'action souscrite, il répond de l'obligation de payer la somme restante du taux d'émission en tant que caution.

4. L'actionnaire a le droit d'échange du titre provisoire contre les actions lors de la première assemblée générale tenue suite à la libération du capital qu'il a souscrit, à condition que l'échange du titre provisoire contre les actions soit possible du point de vue technique. L'échange du titre provisoire contre les actions sera effectué par le directoire de la société suite à la présentation d'un certificat attestant le paiement du taux d'émission des actions souscrites ou une prestation matérielle.

5. L'actionnaire a le droit à l'émission d'actions lors de la première assemblée générale tenue suite à l'enregistrement de l'augmentation du capital social au RCS, si les titres provisoires ne sont pas émis et à condition de libérer le taux d'émission dans sa totalité.

§9. Obligations convertibles ou prioritaires.

1. Suite à la décision prise par l'assemblée générale, la société peut émettre des obligations donnant:

- un droit à l'échange de celles-ci contre les actions de la société, dites obligations convertibles, ou
- un droit prioritaire à la souscription d'actions, dites obligations prioritaires, à condition de décider simultanément sur une augmentation conditionnelle du capital social.

2. La résolution de l'assemblée générale doit comporter l'indication sur:

- la valeur nominale des obligations et la détermination du rendement des obligations
- le nombre d'obligations
- le lieu et le délai supérieur à deux semaines pour faire valoir les droits découlant des obligations, en déterminant le début de ce délai
- le type, la forme, la valeur nominale et le nombre d'actions pouvant être souscrites ou échangées contre une obligation
- le taux d'émission des actions souscrites en appliquant le droit prioritaire découlant des obligations prioritaires, ou bien la manière de la détermination de celui-ci, ou bien le mandat pour le directoire d'établir son montant, à moins que le droit prioritaire des actionnaires à l'obtention desdites obligations ne se trouve exclu ou restreint de quelque manière que ce soit.

3. Le droit convertible ou prioritaire pour les obligations émises sous forme dématérialisée peut être exercé par la personne figurant sur les registres des valeurs mobilières à la date concernée.

4. Le droit prioritaire inhérent aux obligations prioritaires est transférable de manière indépendante, sur la base d'un certificat d'option.

5. Les actionnaires de la société ont un droit prioritaire à l'obtention d'obligations.

IV. Droits et Obligations des actionnaires

§10. Droits des actionnaires.

1. Tous les actionnaires ont le droit d'assister à l'assemblée générale, de demander des explications et de faire des observations. L'action à droit de vote autorise son titulaire à soumettre des propositions et de voter sur celles-ci, ainsi que sur les celles soumises par d'autres actionnaires.

2. Pendant la durée de la société, l'actionnaire a droit à une part des bénéfices (dividende) approuvé par l'assemblée générale à être divisé.

3. Le droit à des dividendes et la part au solde de liquidation sont des droits individuels des actionnaires. Aucune résolution ou autre décision de la société et de ses organes ne peut porter atteinte aux droits susmentionnés. L'actionnaire n'est pas obligé de retourner le dividende reçu de bonne foi.

4. La loi exclue toute prétention des actionnaires à la restitution de l'apport une fois libéré, et cela pendant toute la durée de la société anonyme ainsi qu'après la disparition de celle-ci. Il est inadmissible de fournir une contrepartie en espèces au détriment du capital social, à l'exception des cas où il s'agit d'une réduction du capital social.

5. L'actionnaire a un droit prioritaire à la souscription d'une partie de nouvelles actions de la société, souscrites dans le but d'augmenter le capital social, et cela dans le volume correspondant à la part qu'il a dans le capital social, au cas où les actions sont souscrites sous forme d'apports en numéraire. Ledit droit ne peut être restreint ou exclu que par la décision de l'assemblée générale, si cela représente un intérêt important de la société.

6. L'actionnaire est autorisé à demander le directoire de lui fournir une copie du procès-verbal de l'assemblée générale ou d'une partie de celui-ci.

7. L'actionnaire peut saisir la juridiction en demandant de déclarer la résolution de l'assemblée générale invalide, au cas où celle-ci est en contradiction avec la réglementation ou avec les statuts de la société. Ledit droit de l'actionnaire se trouve éteint si son titulaire ne le fait pas valoir dans un délai de trois mois à compter de la date de la tenue de l'assemblée générale, ou, si celle-ci n'a pas été convoquée de manière régulière, à compter de la date où il a pu être informé sur sa tenue, en tout état de cause dans un délai d'un an au plus tard à compter de la date de la tenue de ladite assemblée générale.

8. Le (les) actionnaire(s) titulaire(s) d'actions dont la valeur nominale totale s'élève à 5 % (cinq pour-cent) au minimum du capital social (minorité qualifiée) sont autorisés à demander au directoire de convoquer une assemblée générale extraordinaire dans le but de discuter des propositions soumises. Les modalités de la convocation d'une telle assemblée générale extraordinaire et le règlement des coûts associés sont régis par la loi.

9. Sur la demande de la minorité qualifiée:

- le directoire mettra l'affaire concernée à l'ordre du jour de l'assemblée générale, à condition que l'ordre du jour soit susceptible d'être complété de manière légale;
- le conseil de surveillance examinera l'exercice des activités du directoire dans les affaires spécifiées dans la demande;
- le conseil de surveillance fera valoir le droit au dédommagement dont la société est titulaire envers le membre du directoire concerné;
- le directoire fera valoir des pénalités envers les actionnaires qui sont en retard de paiement du taux d'émission.

10. L'actionnaire doit exercer tous ses droits de par lui-même ou par l'intermédiaire d'un représentant fondé du pouvoir. Le pouvoir doit être attribué de manière indépendante pour chaque acte particulier et la signature du mandant doit être légalisée.

§11. Obligations des actionnaires.

1. Les actionnaires sont tenus de payer dûment et en temps opportun le prix d'émission des actions souscrites.

2. L'actionnaire est tenu de défendre les intérêts de la société et sa réputation, respecter la confidentialité de toutes les questions se rapportant aux activités commerciales de la société ou de ses partenaires d'affaires qui font l'objet du secret commercial, ou aux faits dont la divulgation serait susceptible de causer un préjudice à la société, et à toutes l'information confidentielle. Au cas où des informations de ce genre sont communiquées aux actionnaires lors de la tenue de l'assemblée générale, le directoire ou le conseil de surveillance sont obligés d'attirer l'attention sur leur caractère confidentiel.

V. Organes de la société

§12. Les organes de la société sont les suivants:

- l'assemblée générale
- le directoire
- le conseil de surveillance.

§13. Assemblée générale.

1. L'assemblée générale est un des organes de la société. Elle agit et adopte des décisions dans toutes les affaires qui relèvent de sa compétence exclusive conformément à la loi ou aux présents statuts.

2. Les droits des actionnaires dans les affaires concernant la société sont exercés de manière indivise par l'intermédiaire de l'assemblée générale.

3. Les compétences exclusives de l'assemblée générale sont les suivantes:

- a) décision sur la modification des statuts, à moins qu'il ne s'agisse d'une modification due à l'augmentation du capital social par le directoire ou d'une modification survenue sur la base d'autres faits juridiques;
- b) décision sur l'augmentation du capital social ou sur un pouvoir pour le directoire ou sur la possibilité de compensation de créance survenue envers la société contre une créance concernant la libération du prix d'émission;
- c) décision sur la réduction du capital social et sur l'émission d'obligations;
- d) élection et révocation des membres du directoire et du conseil de surveillance;
- e) approbation des comptes annuels ordinaires ou extraordinaires et des comptes consolidés, dans les cas prévus par la loi également des comptes intermédiaires, décision sur la répartition des bénéfices ou d'autres ressources propres à la société et sur le remboursement des pertes;
- f) décision sur le versement, le montant, la date et le lieu d'échéance des dividendes;
- g) décision sur la dissolution de la société avec liquidation, nomination et révocation du liquidateur, y compris la détermination du montant de sa rémunération, approbation de la proposition sur la répartition du solde de liquidation;
- h) décision sur la fusion, sur le transfert d'actifs à un actionnaire ou sur la répartition, éventuellement sur le changement de forme juridique;
- i) approbation des contrats conformément à l'article 67a du code de commerce;
- j) approbation des actes entrepris au nom de la société avant sa naissance;
- k) approbation de l'accord d'influence dominante, de l'accord de transfert de bénéfices et de partenariat silencieux et des modifications de ceux-ci;
- l) décision sur les changements du type ou de forme d'actions, sur les changements des droits inhérents à un certain type d'actions;
- m) décision sur l'exclusion ou la restriction du droit prioritaire à l'obtention d'obligations, sur la restriction ou l'exclusion du droit prioritaire à la souscription de nouvelles actions;
- n) décision sur le fractionnement ou sur la fusion d'actions;
- o) décision sur l'acquisition d'actions propres et sur la prise en nantissement de celles-ci par la société;
- p) décision sur le dépôt de la demande d'acceptation des titres participatifs de la société pour le trading sur le marché européen ou sur un marché extérieur similaire au marché réglementé, et sur le retrait de ceux-ci du marché;
- q) approbation des contrats sur l'exercice des fonctions et sur l'extension de l'interdiction de concurrence;
- r) décision sur la rémunération des membres du directoire et du conseil de surveillance;
- s) approbation de la conclusion des contrats conformément à l'article 196a du code de commerce, au cas où celle-ci est prévue par la loi;
- t) approbation de l'attribution d'assistance financière conformément à l'article 161f du code de commerce;
- u) décision sur la constitution d'autres fonds créés par les actionnaires fournissant des apports supplémentaires au capital social, sur les règles de gestion de ces fonds et sur les modifications et la dissolution de ceux-ci;
- v) approbation et remplacement du commissaire aux comptes pour l'examen des comptes annuels ordinaires de la société;
- w) décision sur d'autres sujets relevant de la compétence de l'assemblée générale conformément à la loi ou aux présents statuts.

4. L'assemblée générale n'a pas le droit de se réserver la décision sur les affaires ne relevant pas de ses compétences selon la loi ou les statuts.

§14. Convocation de l'assemblée générale.

1. Tous les actionnaires ont le droit de participer à l'assemblée générale. Sont autorisés à participer à l'assemblée générale également les membres du directoire et du conseil de surveillance.

2. L'assemblée générale est tenue en tant qu'assemblée générale ordinaire, extraordinaire ou supplémentaire (au cas où le quorum requis n'est pas atteint).

3. L'assemblée générale ordinaire est tenue au moins une fois par an, avant la fin du sixième mois suivant la fin de l'exercice, son ordre du jour comprenant notamment l'approbation des comptes annuels et la décision sur la répartition du bénéfice ou le remboursement des pertes.

4. L'assemblée générale est convoquée par le directoire ou, dans les cas prévus par la loi, par un de ses membres ou par le conseil de surveillance.

5. Le convocateur est tenu d'envoyer les invitations à la session à tous les actionnaires inscrits sur la liste des actionnaires:

- 30 (trente) jours au minimum avant la tenue de l'assemblée générale ordinaire,
- 15 (quinze) jours au minimum avant la tenue de l'assemblée générale supplémentaire,

- 15 (quinze) jours au minimum avant la tenue de l'assemblée générale extraordinaire convoquée sur la demande de l'actionnaire titulaire d'action d'une valeur nominale minimum de 5 % (cinq pour-cent) du capital social de la société.

6. L'invitation doit comporter tous les éléments essentiels prévus par l'article 184a alinéa 3, ou par l'article 202, ou par l'article 212 du code de commerce.

7. L'assemblée générale peut être révoquée ou reportée à une autre date, une semaine au plus tard avant la date de sa tenue annoncée comme mentionné ci-dessus, dans le cas contraire la société est obligée de rembourser à ses actionnaires les coûts survenus relatifs à la révocation de celle-ci.

8. La nouvelle date de la tenue de l'assemblée générale doit être fixée en respectant les délais conformément au paragraphe 5 du présent article.

9. Les actionnaires titulaires d'actions d'une valeur nominale minimum de 5 % (cinq pour-cent) du capital social de la société peuvent demander au directoire de:

- convoquer une assemblée générale extraordinaire pour discuter les propositions soumises
- révoquer ou reporter à une autre date l'assemblée générale extraordinaire convoquée à la demande de ceux-ci.

10. Le directoire, ou un de ses membres, est tenu de convoquer une assemblée générale extraordinaire comme prévu par le paragraphe précédent, de manière à ce que celle-ci aie lieu dans un délai de 40 (quarante) jours à compter de la date de réception de la demande de convocation.

11. Le quorum requis pour la tenue de l'assemblée générale est suffisant si les actionnaires présents sont titulaires d'actions de valeur nominale d'ensemble représentant une majorité simple de la totalité des actions émises par la société.

12. Les actionnaires présents doivent s'inscrire sur la liste de présence, comportant également les pouvoirs des procureurs des actionnaires. Les personnes morales agissant au nom des actionnaires sont obligées de présenter l'extrait du registre de commerce datant de moins de trois mois, ou un acte similaire attestant l'autorisation à agir au nom de l'actionnaire. Le pouvoir de représentation n'est valable que pour une seule assemblée générale, y compris la nouvelle convocation de celle-ci due au manque de quorum requis. Le pouvoir doit être muni d'une signature légalisée du mandant et doit être remis lors de l'inscription.

13. Au cas où l'assemblée générale n'atteint pas le quorum requis, le directoire convoquera dans un délai de 15 (quinze) jours une nouvelle assemblée, par une nouvelle invitation, pour que celle-ci ait lieu dans un délai de 6 (six) semaines à compter du jour pour lequel l'assemblée générale d'origine a été convoquée.

14. L'ordre du jour de la nouvelle assemblée générale doit être identique et la délibération de la nouvelle assemblée générale sera valable sans tenir compte des dispositions du paragraphe 11 du présent article.

§15. Règlement intérieur d'une assemblée générale.

1. L'assemblée générale doit élire son président, un secrétaire de séance chargé de rédiger le procès-verbal, deux membres responsables de vérifier le procès-verbal et des personnes chargées du dépouillement du scrutin, sur la proposition du convocateur. Pendant la période précédant l'élection des organes de l'assemblée générale, celle-ci est présidée par un membre du directoire (ou du conseil de surveillance si l'assemblée est convoquée par celui-ci) désigné par l'assemblée.

2. La session de l'assemblée générale est régie par l'ordre du jour spécifié dans l'invitation à la session.

3. Les affaires non mentionnées dans l'invitation ne peuvent être discutées qu'en présence de tous les actionnaires de la société et suite à un accord préalable de ceux-ci.

4. Les questions procédurales survenues lors de la session de l'assemblée générale seront résolues par le président de l'assemblée générale, à moins que celles-ci ne soient prévues par le règlement intérieur.

§16. Scrutin.

1. Ne sont autorisés à voter et à prendre des décisions que les titulaires des actions ou des titres provisoires auxquels le droit de vote est rattaché.

2. Le droit de vote ne peut pas être exercé par l'actionnaire aux cas suivants:

- l'actionnaire est en retard de paiement du taux d'émission
- l'assemblée générale doit décider sur:

* son apport en nature

* le dispense d'obligation à attribuer à lui ou à la personne avec qui il agit de concert, ou sur sa révocation de la fonction du membre d'un organe de la société due à la violation des obligations découlant de l'exercice de ses fonctions

- dans d'autres cas prévus par la loi

3. Les droits de vote inhérents à l'action dépendent de la valeur nominale de l'action, Toutes les 1.000,-CZK (en toutes lettres: un mille couronnes tchèques) de la valeur nominale de l'action donnent à son titulaire un vote lors de la session de l'assemblée générale.

4. L'actionnaire peut exercer son droit de vote également par l'intermédiaire d'un procureur fondé du pouvoir écrit, muni d'une signature légalisée de son mandant.

5. L'actionnaire n'est pas obligé d'exercer les droits de vote inhérents à toutes ses actions de manière identique.

6. Pendant la session de l'assemblée générale, le vote est tenu à main levée.

7. Les différents points de l'ordre du jour font l'objet du vote un par un, en premier lieu «pour» et en deuxième lieu «contre».

8. L'assemblée générale vote d'abord sur la proposition soumise par le directoire, éventuellement par le convocateur de l'assemblée. Au cas où ladite proposition n'est pas acceptée, les contre-propositions font l'objet du vote, conformément à l'ordre de leur soumission. Le vote est terminé au moment d'acceptation de la proposition soumise par le directoire ou par le convocateur, ou d'une des contre-propositions.

9. L'assemblée générale décide par majorité simple des votes des actionnaires présents, à moins que la loi ou les statuts ne prévoient une majorité qualifiée plus importante.

10. Un procès-verbal sur le déroulement de la session doit être dressé, qui doit remplir toutes les formalités prévues par le code de commerce et doit être signé par le secrétaire chargé de sa rédaction, par le président de l'assemblée générale et par deux membres chargés de sa vérification. Le directoire doit assurer l'établissement du procès-verbal de l'assemblée générale dans un délai de 30 (trente) jours à compter de la date où celle-ci est terminée.

§17. L'exercice des droits de l'assemblée générale par un seul actionnaire. Au cas où la société n'a qu'un seul actionnaire, l'assemblée générale n'a pas lieu et les responsabilités de celle-ci sont prises en charge par ledit actionnaire unique.

§18. Directoire.

1. Le directoire est un organe statutaire de la société, gérant les activités de celle-ci et agissant au nom de celle-ci.

2. Le directoire est composé de trois membres. Le mandat de chacun de ses membres dure cinq ans. Les membres du directoire sont élus et révoqués par l'assemblée générale.

3. Au cas où la société n'a qu'un seul actionnaire, un seul membre du directoire est élu pour exercer les fonctions du directoire et simultanément celle du président du directoire.

4. Chacun des membres du directoire peut être réélu. Simultanément, il peut être révoqué à tout moment par l'assemblée générale. Le membre du directoire a le droit de démissionner de sa fonction. La démission du membre du directoire doit être annoncée au directoire ou à l'assemblée générale. L'exercice de ses fonctions s'arrête à la date où la démission a été débattue ou a dû être débattue par l'organe électeur.

5. Les membres du directoire pour la première période du mandat ont été désignés par les fondateurs de la société.

6. Les membres du directoire doivent désigner d'entre eux le président du directoire.

7. L'étendue des pouvoirs du directoire est prévue par le code de commerce en vigueur et par les présents statuts.

§19. Droits et Obligations du directoire.

1. Les compétences du directoire sont les suivantes:

- convoquer l'assemblée générale et exécuter les résolutions de celle-ci;
- répondre du dressement de tous les comptes, y compris la proposition de répartition du bénéfice ou de remboursement des pertes et de la publication de ceux-ci;
- rédiger un rapport sur les relations pour l'assemblée générale, au moins une fois par an, avant le 31 mars, à moins que l'assemblée générale ne décide sur une soumission des rapports plus fréquente;
- rédiger un rapport sur les activités commerciales de la société pour l'assemblée générale, ainsi qu'un rapport sur l'état de ses biens, lesdits rapports faisant partie du rapport annuel établi conformément à une réglementation spéciale, et cela au moins une fois par an, avant le 30 juin, à moins que l'assemblée générale ne décide sur une soumission des rapports plus fréquente;
- tenir le registre des actionnaires;
- assurer la tenue régulière de la comptabilité et des livres d'affaires de la société;
- approuver les règlements d'organisation, de signatures et de travail;
- exercer d'autres droits et remplir d'autres obligations découlant des présents statuts et de la réglementation juridique générale ou des décisions prises par l'assemblée générale;
- décider sur toutes les questions qui, selon les dispositions des présents statuts ou du code de commerce, ne relèvent pas des compétences de l'assemblée générale ou d'un autre organe de la société.

2. Le directoire est tenu de convoquer l'assemblée générale sans délai, soit dès qu'il est constaté sur la base des comptes établis que le total des pertes de la société s'élève à un montant tel que suite au remboursement de celui-ci à partir des ressources disponibles le montant des pertes restant à rembourser s'élèverait à la somme correspondant à une moitié de la valeur du capital social - ou qu'un tel état de choses puisse être supposé compte tenu des circonstances -, soit dès qu'il constate que la société a tombé en faillite. En ce cas, il soumet à l'assemblée générale la proposition de dissolution de la société ou l'adoption d'une mesure alternative, sauf disposition contraire d'une réglementation juridique spéciale.

3. L'accord du conseil de surveillance est requis pour la conclusion d'un contrat d'acquisition ou d'aliénation des biens, au cas où la valeur des biens acquis ou aliénés pendant un exercice comptable dépasse un tiers des capitaux propres

constatés lors des derniers comptes ordinaires ou comptes consolidés si la société dresse des comptes consolidés. Si la société a émis des actions cotées, l'accord de l'assemblée générale est également requis.

§20. Droits et Obligations des membres du directoire.

1. Les membres du directoire sont tenus d'exercer leurs fonctions et d'y apporter tous les soins d'un bon père de famille, ainsi que garder la confidentialité au sujet des affaires dont la divulgation puisse porter préjudice à la société. Au cas d'un contentieux du fait si le membre du directoire a apporté tous les soins d'un bon père de famille, c'est lui-même qui supporte la charge de la preuve. Les membres ayant causé des dommages à la société en violant leurs obligations lors de l'exercice de leurs responsabilités, répondent desdits dommages de manière solidaire. La même règle s'applique lorsque des dommages sont causés par le directoire dépassant ses compétences au détriment des compétences d'un autre organe.

2. Le contrat conclu entre la société et un des membres du directoire, ou les dispositions des statuts excluant ou restreignant la responsabilité d'un des membres du directoire des dommages survenus, sont considérés comme nuls. Les membres du directoire ne répondent des dommages qu'ils ont pu causer à la société en suivant les instructions de l'assemblée générale que lorsque lesdites instructions sont en contradictions avec la législation.

3. Les membres du directoire répondant à la société des dommages, répondent des obligations de la société solidairement, si le membre responsable n'a pas payé les dommages et les créanciers ne peuvent pas obtenir leur satisfaction à partir des actifs de la société à cause de son insolvabilité ou parce que la société a suspendu les paiements. L'étendue de la responsabilité des membres est limitée dans la mesure des obligations des membres concernant la réparation des dommages. Le cautionnement du membre du directoire prend fin dès qu'il a payé les dommages survenus.

4. Au cas où les statuts ou la loi exigent l'accord préalable du conseil de surveillance pour certains actes du directoire et que le conseil de surveillance ne donne pas son accord à de tels actes, ou si le conseil de surveillance profite de son droit d'interdire au directoire de tels actes au nom de la société, les membres du directoire ne sont pas responsables envers la société du dommage causé à celle-ci par le respect d'une telle décision du conseil de surveillance. Sont responsables du dommage ainsi causé de manière solidaire ceux des membres du conseil de surveillance qui ont voté pour l'adoption de la décision concernée, s'ils n'y ont pas apporté tous les soins d'un bon père de famille.

§21. Réunions du directoire.

1. La session du directoire peut être convoquée par tout membre de celui-ci. La réunion du directoire est présidée par le président du directoire. Au cas de son absence, la réunion est présidée par un membre autorisé.

2. Les réunions sont tenues régulièrement au siège de la société, exceptionnellement en dehors de celui-ci. Les réunions sont convoquées selon les besoins de la société ou sur demande de tout membre du directoire.

3. La réunion est convoquée par voie écrite et l'invitation doit spécifier le lieu, la date et l'ordre du jour de la réunion. Les membres qui sont dans l'impossibilité d'assister à la réunion peuvent déléguer leur représentation à un autre membre du directoire.

4. Le quorum requis du directoire est réuni si tous les membres ont été invités et si au moins deux membres sont présents ou sont représentés par délégation.

5. Dans des cas exceptionnels, la session peut être convoquée de manière autre qu'écrite.

6. La résolution du directoire est adoptée par la majorité absolue des votes des membres présents.

7. Des comptes-rendus sur le déroulement des sessions du directoire et sur les décisions prises par lui sont rédigés, signés par le président et par le secrétaire. Les comptes-rendus doivent contenir les noms des membres du directoire ayant voté contre les différentes résolutions du directoire ou s'étant abstenu de voter. Sauf preuve contraire, il s'applique que les membres présents non mentionnés ont voté pour l'adoption de la résolution concernée.

8. Le vote par correspondance et le vote électronique à distance sont admis. Si tous les membres du directoire acceptent ces moyens, le directoire dans son ensemble peut voter ainsi ou uniquement ceux de ses membres qui ne sont pas présents à la réunion. Les membres votant ainsi sont considérés présents. La majorité est comptée à partir du nombre total des votes appartenant à tous les membres du directoire. La décision prise en dehors de la réunion doit être enregistrée dans le compte-rendu de la session prochaine, y compris tous les matériaux documentant le déroulement du vote. L'accord pour le vote en dehors de la réunion peut être donné par écrit pour toute la durée du mandat du directoire et il peut être révoqué à tout moment. Dans des cas particuliers il suffira de donner un accord oral. La proposition d'adoption d'une résolution est soumise par le président du directoire en fixant le délai pour le vote et ses moyens. Le vote en dehors de la réunion doit par la suite faire l'objet d'un compte-rendu établi par le membre soumettant la proposition, celui-ci doit également informer les autres membres du directoire sur les résultats.

§22. Conseil de surveillance.

1. Le conseil de surveillance est composé de trois membres. La durée du mandat des membres du conseil de surveillance est de cinq ans.

2. Les premiers membres du conseil de surveillance ont été désignés par les fondateurs. Les membres suivants sont élus et révoqués par l'assemblée générale. Les dispositions de l'article 200 paragraphe 1 sentence 2° du code de commerce ne s'en trouvent pas atteintes.

3. Chacun des membres du conseil de surveillance peut être réélu. Le membre du conseil de surveillance a le droit de démissionner de sa fonction. La démission du membre doit être annoncée au conseil de surveillance, au directoire ou à

l'assemblée générale de la société. L'exercice de ses fonctions s'arrête à la date où la démission a été débattue ou a dû être débattue par l'organe dont il était membre.

4. Le membre du conseil de surveillance ne peut pas être simultanément membre du directoire, procuriste ou personne autorisée à agir au nom de la société d'après l'enregistrement au RCS.

5. Le conseil de surveillance élit son président d'entre ses membres.

6. Le conseil de surveillance de la société est un organe de contrôle, surveillant l'exercice des fonctions du directoire et les activités commerciales de la société.

7. Dans le cadre de ses compétences régies par la loi et par les présents statuts il appartient au conseil de surveillance, respectivement à ses membres, notamment de:

a) consulter tous les documents et enregistrements concernant les activités de la société et constater l'état de la société;

b) vérifier si les écritures comptables de la société sont tenues de manière régulière et conformément à l'état réel de fait;

c) vérifier si les activités commerciales de la société sont réalisées conformément à la législation, aux présents statuts et aux instructions données par l'assemblée générale;

d) examiner les comptes annuels ordinaires, extraordinaires et consolidés, éventuellement intermédiaires, et la proposition de répartition des bénéfices ou de remboursement des pertes, et présenter ses conclusions à l'assemblée générale;

e) assister aux sessions de l'assemblée générale et lui présenter les résultats de ses activités de contrôle;

f) convoquer l'assemblée générale au cas où les intérêts de la société l'exigent, et proposer des mesures nécessaires à adopter;

g) soumettre à l'assemblée générale et au directoire ses conclusions, décisions et propositions;

h) demander aux membres du directoire, au directeur et à tous les employés de la société des informations nécessaires pour ses activités de surveillance;

i) désigner un ou plusieurs de ses membres pour représenter la société dans les procédures devant les juridictions et d'autres organes contre les membres du directoire;

j) examiner l'exercice des compétences du directoire dans les affaires désignées par les actionnaires titulaires d'actions dont la valeur nominale atteint au moins 5 (cinq) pour-cent du capital social;

k) faire valoir le droit au dédommagement de la société envers un des membres du directoire, à la demande des actionnaires titulaires d'actions dont la valeur nominale atteint au moins 5 (cinq) pour-cent du capital social.

8. Au cas où le conseil de surveillance ne satisfait pas sans délai aux obligations lui imposées par les dispositions des points j) et k) du paragraphe 7 du présent article, les actionnaires susmentionnés peuvent faire valoir le droit au dédommagement au nom de la société par eux-mêmes.

9. La réunion du conseil de surveillance est convoquée par son président. La réunion est convoquée par voie écrite et l'invitation doit spécifier le lieu, la date et l'ordre du jour de la réunion.

10. Les réunions sont tenues régulièrement au siège de la société, exceptionnellement en dehors de celui-ci. Les réunions sont convoquées selon les besoins de la société ou sur demande de tout membre du conseil de surveillance, mais au moins une fois par an.

11. Le quorum requis est réuni si la majorité absolue de ses membres sont présents.

12. Pour que la résolution du conseil de surveillance soit valable, il est nécessaire de réunir la majorité simple des votes de tous les membres.

13. Un compte-rendu de la réunion doit être rédigé et signé par le président et par le secrétaire. Il est indispensable d'enregistrer les opinions de la minorité des membres, si ceux-ci le demandent. Il est obligatoire d'enregistrer l'opinion divergente du membre du conseil élu par les employés de la société.

14. Le vote par correspondance et le vote électronique à distance sont admis. Si tous les membres du conseil de surveillance acceptent ces moyens, le conseil dans son ensemble peut voter ainsi ou uniquement ceux de ses membres qui ne sont pas présents à la réunion. Les membres votant ainsi sont considérés présents. La majorité est comptée à partir du nombre total des votes appartenant à tous les membres du conseil. La décision prise en dehors de la réunion doit être enregistrée dans le compte-rendu de la session prochaine, y compris tous les matériaux documentant le déroulement du vote. L'accord pour le vote en dehors de la réunion peut être donné par écrit pour toute la durée du mandat du conseil de surveillance et il peut être révoqué à tout moment. Dans des cas particuliers il suffira de donner un accord oral. La proposition d'adoption d'une résolution est soumise par le président du conseil de surveillance en fixant le délai pour le vote et ses moyens. Le vote en dehors de la réunion doit par la suite faire l'objet d'un compte-rendu établi par le membre soumettant la proposition, celui-ci doit également informer les autres membres du conseil sur les résultats.

15. Pour les obligations des membres du conseil de surveillance, les dispositions de l'article 20 des présents statuts s'appliquent par analogie.

§23. Autres organes. L'assemblée générale est autorisée à décider sur la constitution d'autres fonctions ou commissions ou à décider sur l'attribution d'une procuration.

VI. Actes de la société

§24. Actes et Signatures faits au nom de la société.

1. Le président du directoire agit au nom de la société, de manière indépendante. Si un seul membre du directoire est élu, celui-ci agit au nom de la société de manière indépendante.

2. Lors de la signature pour la société, tout membre du directoire, de manière indépendante, peut apposer sa signature à la dénomination sociale de la société. Si un seul membre du directoire est élu, celui-ci apposera sa signature. A la signature des actes juridiques dont la valeur dépasse le montant de 2.000.000,- CZK (en toutes lettres: deux millions de couronnes tchèques), doivent apposer leurs signatures le président du directoire et un des membres du directoire.

VII. Gestion de la société

§25. Exercice comptable. Le premier exercice comptable commence à la date de l'immatriculation au registre de commerce et se termine au 31 décembre de l'année dans laquelle la société a été immatriculée. Tout exercice suivant correspond à l'année civile.

§26. Passif financier, Remboursement des pertes.

1. La société est responsable de ses obligations avec tout son fonds social.

2. Les actionnaires ne sont pas responsables des obligations de la société et la société n'est pas responsable des obligations des actionnaires, à moins que celle-ci n'aie repris une telle garantie.

3. Au sujet des pertes, l'assemblée générale peut décider de:

- les rembourser à partir du fonds de réserve;
- les rembourser à partir d'autres fonds qui ne sont pas bloqués dans un but particulier;
- les rembourser à partir des bénéfices comptables ou des bénéfices non répartis des années passées;
- les transférer au compte des pertes non remboursées des années passées;
- les rembourser en réduisant le capital social;
- les rembourser d'une autre manière, conformément à la législation.

§27. Répartition des bénéfices.

1. La société couvre ses besoins et ses obligations à partir des revenus obtenus de ses activités commerciales et à partir d'autres ressources.

2. L'assemblée générale peut décider sur la répartition des bénéfices comme suit:

- pour couvrir une contribution obligatoire minimum au fonds de réserves;
- pour couvrir d'autres contributions au fonds de réserves et à d'autres fonds constitués par la société;
- pour la création des fonds des bénéfices;
- pour couvrir les pertes des années passées;
- pour payer les dividendes et des tantièmes;
- pour augmenter le capital social;
- pour transférer les bénéfices au compte des bénéfices non répartis des années passées. L'obligation de réaliser les prélèvements légaux et les déductions fiscales en relation avec la répartition des bénéfices ne s'en trouve pas atteinte.

3. Les bénéfices destinés à payer les dividendes seront répartis entre les actionnaires comme suit:

1 part sera attribuée pour toutes les 1.000,- CZK (en toutes lettres: mille couronnes tchèques).

4. La répartition des bénéfices est approuvée par l'assemblée générale sur la proposition soumise par le directoire. Plusieurs modes de répartition des bénéfices doivent être proposés.

§28. Fonds de réserves.

1. La société constitue un fonds de réserves à partir du bénéfice net obtenu lors des comptes annuels ordinaires de l'année où elle a créé les bénéfices pour la première fois, et cela dans un montant de 20 % (vingt pour-cent) du bénéfice net, à moins que l'assemblée générale prévoit un pourcentage plus élevé, mais jamais plus de 10 % (dix pour-cent) du capital social. Le montant du fonds de réserves s'élève à 20 % (vingt pour-cent) du capital social de la société.

2. La société verse une contribution annuelle au fonds de réserves d'un montant minimum de 5 % (cinq pour-cent) des bénéfices suite à la déduction fiscale, jusqu'à l'obtention du montant du fonds de réserves comme spécifié au paragraphe précédent.

3. Le solde obligatoire minimum du fonds de réserves d'un montant de 20 % (vingt pour-cent) ne peut être employé que pour couvrir les pertes de la société et au cas de manque de bénéfice obtenu pour la réalisation des prélèvements et déductions fiscales.

§29. Autres fonds.

1. Suite à la décision prise par l'assemblée générale, la société a le droit de constituer d'autres fonds à côté du fonds de réserves, en respectant la législation en vigueur pour leur création et gestion.

2. Au cas où la société crée un tel fonds, elle est tenue de réglementer le mode de sa gestion de manière à ce que celui-ci soit conforme aux intérêts de la société et que ledit fonds et sa gestion ne soient pas en contradiction avec la législation générale.

VIII. Augmentation et Réduction du capital social

§30. Augmentation du capital social.

1. Suite à la décision de l'assemblée générale, la société a le droit d'augmenter son capital social sous conditions et par les moyens prévus par les articles 202 et suiv. du code de commerce. Cette disposition ne s'applique qu'au cas où la totalité des valeurs nominales des actions émises précédemment ont été libérées par les actionnaires. Cette restriction ne concerne pas l'augmentation du capital social par les apports en nature.

2. L'augmentation du capital social peut être réalisée par la souscription de nouvelles actions ou à partir des ressources propres.

3. Au cas d'augmentation du capital social par des apports en numéraire, les actionnaires ont le droit prioritaire à la souscription de nouvelles actions par rapport à l'importance de leurs parts sociales. Le droit de décider sur la restriction ou l'exclusion du droit prioritaire n'appartient qu'à l'assemblée générale.

4. Si l'assemblée générale a résolu d'émettre des obligations convertibles ou prioritaires, elle est tenue simultanément de décider sur l'augmentation du capital social dans la mesure où les droits inhérents aux obligations convertibles ou prioritaires puissent être appliqués - augmentation conditionnelle du capital social.

§31. Réduction du capital social.

1. Suite à la décision de l'assemblée générale, la société a le droit de réduire son capital social sous conditions et par les moyens prévus par les articles 211 et suiv. du code de commerce.

2. La réduction du capital social peut être effectuée uniquement par le procédé prévu par l'article 213a du code de commerce, c'est-à-dire en réduisant la valeur nominale des actions de la société, ou par le procédé prévu par l'article 213d du code de commerce, c'est-à-dire en renonçant à l'émission d'actions. La réduction du capital social en retirant les actions de la circulation suite à un tirage au sort n'est pas admise.

3. Le capital social ne peut pas être réduit en dessous de son montant légal. La réduction du capital social ne peut pas compromettre la recouvrabilité des créances.

IX. Dissolution et Liquidation de la société

§32. Dissolution et Disparition de la société.

1. La dissolution de la société fait l'objet de la décision de l'assemblée générale.

2. La dissolution et la disparition de la société sont régies par les dispositions des articles 68 à 75c du code de commerce, sauf disposition contraire ci-dessous.

3. La société est disparue à la date de sa radiation du RCS.

§33. Liquidation de la société.

1. La liquidation doit être réalisée conformément aux dispositions des articles 219 à 220 et 70 à 75c du code de Commerce.

2. La fonction du liquidateur est exercée par la personne désignée par l'assemblée générale sur la proposition du directoire. Le liquidateur désigné par l'assemblée générale peut être révoqué par celle-ci et remplacé par un autre liquidateur.

X. Dispositions finales

§34.

1. La société est une société de droit tchèque constituée conformément aux dispositions du code de commerce. Le texte des présents statuts est basé sur les dispositions du code de commerce.

2. Les présents statuts prennent effet au moment de leur adoption par les fondateurs de la société.

3. Ils entrent en vigueur à la date de la naissance de la société anonyme, suite à l'entrée en force de chose jugée de la résolution du tribunal de commerce portant sur l'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés.

4. Les modifications des statuts et les amendements peuvent être effectués suite à la décision de l'assemblée générale, éventuellement à la décision de l'actionnaire unique, sous forme d'un acte notarié, à moins qu'il ne s'agisse d'une modification due à un autre fait juridique.

5. La modification des statuts entre en vigueur à la date de la décision de l'assemblée générale, à moins que ladite décision ne prévoie une date ultérieure, à l'exception des décisions concernant l'augmentation ou la réduction du capital social, le fractionnement ou l'assemblage d'actions, le changement de forme ou de type d'actions, ou les restrictions ou

modifications dans la transférabilité des actions nominatives, lesquelles entrent en vigueur à la date d'entrée en force de chose jugée de la résolution du tribunal de commerce sur l'enregistrement desdites modifications.

Référence de publication: 2013140278/1462.

(130171067) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2013.

Orbis Investment Management (Luxembourg) S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.

R.C.S. Luxembourg B 171.117.

Les statuts coordonnés ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 août 2013.

Référence de publication: 2013123761/10.

(130150650) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 août 2013.

Optique Quaring Bonnevoie S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1260 Luxembourg, 110, rue de Bonnevoie.

R.C.S. Luxembourg B 45.880.

Le bilan au 31/12/2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013123764/10.

(130150505) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 août 2013.

Participe S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1140 Luxembourg, 45-47, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 66.935.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires tenue à Luxembourg en date du 13 mai 2013

Il résulte du procès-verbal que:

Monsieur ROMAIN WAGNER a démissionné de son poste d'administrateurs.

Monsieur Lex Benoy, né le 29 mai 1954 à Luxembourg et résidant professionnellement au 45-47, route d'Arlon à L-1140 Luxembourg a été nommé au poste d'administrateur et d'administrateur-délégué en remplacement de l'administrateur démissionnaire. Son mandat se terminera lors de l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra en l'année 2015.

Monsieur Lex Benoy a démissionné de son poste de commissaire aux comptes.

La société BENOY KARTHEISER MANAGEMENT S.à r.l., ayant son siège social au 45-47, route d'Arlon, L-1140 Luxembourg et enregistrée sous le numéro B33 849 a été nommée commissaire aux comptes en remplacement du commissaire démissionnaire jusqu'à l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra en l'année 2015.

Luxembourg, le 13 mai 2013.

Pour la société

Référence de publication: 2013123787/19.

(130150596) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 août 2013.

Patentportfolio 3 - Tranche 2009 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1651 Luxembourg, 9, avenue Guillaume.

R.C.S. Luxembourg B 144.999.

EXTRAIT

In der 4. Ordentlichen Generalversammlung der Patentportfolio 3-Tranche 2009 S.à r.l. am 28.08.2013 wurde folgendes beschlossen:

Durch einstimmigen Beschluss wird die Fiduciaire Joseph Treis S.à r.l., 57, avenue de la Faïencerie, L-1510 Luxembourg für das Geschäftsjahr, das am 31.12.2013 endet, zum Abschlussprüfer bestellt.

Luxembourg, den 30.08.2013.

Pour avis conforme

Bodo Demisch

Directeur

Référence de publication: 2013123773/17.

(130150397) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 août 2013.

Patentportfolio 2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1651 Luxembourg, 9, avenue Guillaume.

R.C.S. Luxembourg B 131.250.

—
EXTRAIT

In der 6. Ordentlichen Generalversammlung der Patentportfolio 2 S.à r.l. am 28.08.2013 wurde folgendes beschlossen:

Durch einstimmigen Beschluss wird die Fiduciaire Joseph Treis S.à r.l., 57, avenue de la Faïencerie, L-1510 Luxembourg für das Geschäftsjahr, das am 31.03.2014 endet, zum Abschlussprüfer bestellt.

Luxembourg, den 30.08.2013.

Pour avis conforme

Bodo Demisch

Directeur

Référence de publication: 2013123771/15.

(130150389) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 août 2013.

Oregen, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 20, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 165.449.

—
Extrait des décisions du Conseil d'Administration prises par voie de résolutions circulaire:

En date du 26 août 2013, le Conseil d'Administration a décidé:

- De prendre note de la démission de Monsieur Claude Pech de son poste d'Administrateur de la Société, avec effet au 26 août 2013;

- De coopter, suite à l'agrément de la CSSF, Monsieur Richard Goddard en qualité d'Administrateur de la Société, avec effet au 26 août 2013 et pour une période se terminant avec l'assemblée générale ordinaire de la Société qui se tiendra en 2014, en remplacement de Monsieur Claude Pech, démissionnaire.

A l'issue de cette décision, le Conseil d'Administration se compose comme suit:

Administrateur et Président du Conseil d'Administration:

- Monsieur Edward DE BURLET, 20, Boulevard Emmanuel Servais, L-2535, Luxembourg.

Administrateur:

- Monsieur Raymond GLODE, 20, Boulevard Emmanuel Servais, L-2535, Luxembourg.

- Monsieur Richard GODDARD, 4, Chaussée Blanche, L-8014, Strassen, Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 août 2013.

Référence de publication: 2013123765/22.

(130150188) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 août 2013.

Patentportfolio 3 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1651 Luxembourg, 9, avenue Guillaume.

R.C.S. Luxembourg B 97.756.

—
EXTRAIT

In der 4. Ordentlichen Generalversammlung der Patentportfolio 3 S.à r.l. am 28.08.2013 wurde folgendes beschlossen:

Durch einstimmigen Beschluss wird die Fiduciaire Joseph Treis S.à r.l., 57, avenue de la Faïencerie, L-1510 Luxembourg für das Geschäftsjahr, das am 31.03.2014 endet, zum Abschlussprüfer bestellt.

Luxembourg, den 30.08.2013.

Pour avis conforme

Bodo Demisch

Directeur

Référence de publication: 2013123775/16.

(130150396) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 août 2013.

Patentportfolio S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1651 Luxembourg, 9, avenue Guillaume.

R.C.S. Luxembourg B 119.920.

—
EXTRAIT

In der 7. Ordentlichen Generalversammlung der Patentportfolio S.à r.l. am
28.08.2013 wurde folgendes beschlossen:

Durch einstimmigen Beschluss wird die Fiduciaire Joseph Treis S.à r.l., 57, avenue de la Faïencerie, L-1510 Luxembourg
für das Geschäftsjahr, das am 31.03.2014 endet, zum Abschlussprüfer bestellt.

Luxembourg, den 30.08.2012.

Pour avis conforme

Bodo Demisch

Directeur

Référence de publication: 2013123769/17.

(130150380) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 août 2013.

NSV Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 103.164.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013123760/10.

(130150382) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 août 2013.

Monument Canal S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2121 Luxembourg, 231, Val des Bons-Malades.

R.C.S. Luxembourg B 77.907.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 juin 2013.

SG AUDIT SARL

Référence de publication: 2013123747/11.

(130150243) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 août 2013.

Patentportfolio 2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1651 Luxembourg, 9, avenue Guillaume.

R.C.S. Luxembourg B 131.250.

—
Les comptes annuels au 31.03.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30.08.2013.

Pour avis conforme

Bodo Demisch

Directeur

Référence de publication: 2013123770/13.

(130150360) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 août 2013.

Pétrusse ECP V & Cie S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-2320 Luxembourg, 68-70, boulevard de la Pétrusse.

R.C.S. Luxembourg B 127.810.

Les statuts coordonnés ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 août 2013.

Référence de publication: 2013123767/10.

(130150280) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 août 2013.

Northstar Europe S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1475 Luxembourg, 1, rue du Saint Esprit.

R.C.S. Luxembourg B 146.664.

Les statuts coordonnés ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 août 2013.

Référence de publication: 2013123759/10.

(130150696) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 août 2013.

Marwilux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 169.406.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Marwilux S.à r.l.

Intertrust (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2013124324/11.

(130151238) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 septembre 2013.

Michel NEIZEN GmbH, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1633 Luxembourg, 25, rue A. Godart.

R.C.S. Luxembourg B 18.611.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013124326/10.

(130151114) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 septembre 2013.

Mawi S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5653 Mondorf-les-Bains, 20, rue Adolphe Klein.

R.C.S. Luxembourg B 70.961.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013124330/10.

(130151115) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 septembre 2013.

Meridium Global Investments S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-8009 Strassen, 55, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 131.611.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013124334/10.

(130150995) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 septembre 2013.

MENUISERIE Nicolas RUSSO s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3378 Livange, Z.I., route de Bettembourg.

R.C.S. Luxembourg B 21.245.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013124333/10.

(130151363) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 septembre 2013.

Mistramer S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2613 Luxembourg, 1, place du Théâtre.

R.C.S. Luxembourg B 46.929.

Le Bilan au 31 décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg.

Signature.

Référence de publication: 2013124340/10.

(130151208) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 septembre 2013.

Maps-Europe S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1466 Luxembourg, 12, rue Jean Engling.

R.C.S. Luxembourg B 69.299.

Il résulte d'une décision de l'associé unique du 30 août 2013 de transférer le siège social de la société à l'adresse suivante:

- L-1466 Luxembourg, 12, rue Jean Engling.

Pour avis sincère et conforme

Pour la Société

Luc MORREN

Gérant

Référence de publication: 2013124329/14.

(130150734) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 septembre 2013.

Mistramer S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2613 Luxembourg, 1, place du Théâtre.

R.C.S. Luxembourg B 46.929.

Le Bilan au 31 décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg.

Signature.

Référence de publication: 2013124341/10.

(130151209) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 septembre 2013.

Millinocket Real Estate S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2128 Luxembourg, 22, rue Marie-Adélaïde.
R.C.S. Luxembourg B 83.968.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013124339/10.

(130151283) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 septembre 2013.

Mojo Limited, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4067 Esch-sur-Alzette, 29, rue du Commerce.
R.C.S. Luxembourg B 124.121.

Les comptes annuels au 31-12-2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la gérance

Signature

Référence de publication: 2013124342/11.

(130151048) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 septembre 2013.

Metal Cladding Trading S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9991 Weiswampach, 61, Gruuss-Strooss.
R.C.S. Luxembourg B 103.890.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire du 1^{er} décembre 2008

Il a été décidé, entre autres,

- de renouveler pour un nouveau terme de six ans le mandat des administrateurs, leur mandat prenant fin à l'issue de l'Assemblée Générale de l'an 2014, soit:

* Monsieur Arthur BAECK, administrateur de sociétés, demeurant à B - 2610 Wilrijk, Ahornenlaan 30, Administrateur-délégué, Administrateur;

* Madame Ellen WINTERMANS, employée, demeurant à B - 2610 Wilrijk, Ahornenlaan 30, Administrateur;

* Madame Veronica VAN DEN ENDEN, employée, demeurant à NL - 4715 PJ Rucphen, 3 Posthoorn, Administrateur.

- de renouveler pour un nouveau terme de six ans le mandat du Commissaire, son mandat prenant fin à l'issue de l'Assemblée Générale 2012, soit la société à responsabilité limitée FN-SERVICES S.à r.l., avec siège social au 61, Gruuss Strooss, à L-9991 WEISWAMPACH.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Weiswampach, le 30 août 2013.

Pour METAL CLADDING TRADING

Société anonyme

FIDUNORD S.à r.l.

Référence de publication: 2013124335/23.

(130150843) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 septembre 2013.

Molson Coors Lux 2, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 548.620.713,00.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 21-25, allée Scheffer.
R.C.S. Luxembourg B 168.684.

Extrait des résolutions écrites prises en date du 22 août 2013

En date du 22 Aout 2013, les actionnaires de Molson Coors Lux 2 S.à r.l. ("la Société") ont pris les résolutions suivantes:

- D'accepter la démission de Monsieur David Heede en tant que gérant de catégorie A de la Société avec effet en date de 2 septembre 2013;

- De nommer Monsieur Pavel Herman, né le 29 avril 1971, a Prague, République Tchèque, résidant professionnel au Nadrazni 84, Prague 5, 15054 République Tchèque, en tant que gérant de catégorie A de la Société avec effet au 2 septembre 2013 et pour une durée indéterminée.

Luxembourg, le 2 septembre 2013.

Luxembourg Corporation Company S.A.

Signatures

Un Mandataire

Référence de publication: 2013124346/19.

(130151256) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 septembre 2013.

Molson Coors Lux 1, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.400,00.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 21-25, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 168.671.

Extrait des résolutions écrites prises en date du 22 août 2013

En date du 22 Aout 2013, les actionnaires de Molson Coors Lux 1 S.à.r.l. ("la Société") ont pris les résolutions suivantes:
- D'accepter la démission de Monsieur David Heede en tant que gérant de catégorie A de la Société avec effet en date de 2 septembre 2013;

- De nommer Monsieur Pavel Herman, né le 29 avril 1971, a Prague, République Tchèque, résidant professionnel au Nadrazni 84, Prague 5, 15054 République Tchèque, en tant que gérant de catégorie A de la Société avec effet au 2 septembre 2013 et pour une durée indéterminée.

Luxembourg, le 2 septembre 2013.

Luxembourg Corporation Company S.A.

Signatures

Un Mandataire

Référence de publication: 2013124345/19.

(130151257) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 septembre 2013.

Payabo Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 160.363.

Extrait des décisions prises par l'associée unique en date du 26 août 2013

1. Monsieur Philippe TOUSSAINT a démissionné de son mandat de gérant de catégorie B.
2. Monsieur Pierre CLAUDEL, administrateur de sociétés, né à Schiltigheim (France), le 23 mai 1978, demeurant professionnellement à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, a été nommé comme gérant de catégorie B pour une durée indéterminée.

Luxembourg, le 2 septembre 2013.

Pour extrait sincère et conforme

Pour Payabo Investments S.à r.l.

Intertrust (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2013124377/16.

(130151021) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 septembre 2013.

Mandarin Oriental Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 173.733.

EXTRAIT

Par résolution écrite du conseil de gérance en date du 30 août 2013, le conseil de gérance a décidé d'adopter la résolution suivante:

- le siège social de la société a été transféré de 17, rue des Jardiniers, L-1835 Luxembourg à 7, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg, avec effet au 1^{er} septembre 2013.

122292

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait sincère et conforme

Signature

Le mandataire

Référence de publication: 2013124317/17.

(130151297) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 septembre 2013.

Mandarin Oriental Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 173.733.

—
EXTRAIT

Suite à un déménagement,

- Monsieur Christophe Gaul, gérant de catégorie B de la société susmentionnée, né le 3 avril 1977 à Messancy (Belgique), demeure désormais professionnellement à l'adresse suivante: 7, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg.

- Madame Constance Collette, gérant de catégorie B de la société susmentionnée, née le 21 juin 1976 à Luxembourg, demeure désormais professionnellement à l'adresse suivante: 7, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait sincère et conforme

Signature

Le mandataire

Référence de publication: 2013124318/18.

(130151297) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 septembre 2013.

MGI GROUPE FIDUCIAIRE Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2220 Luxembourg, 681, rue de Neudorf.

R.C.S. Luxembourg B 124.916.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013125995/9.

(130153428) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 septembre 2013.

Menuiserie-Toiture-2000 S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9911 Troisvierges, 31A, route de Wilwerdange.

R.C.S. Luxembourg B 108.801.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013125993/10.

(130153076) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 septembre 2013.

Meca International, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8826 Perlé, 1, rue de Holtz.

R.C.S. Luxembourg B 144.795.

—
Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Diekirch, le 05 septembre 2013.

Référence de publication: 2013125992/10.

(130153408) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 septembre 2013.

Max Participations II S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 612.500,00.

Siège social: L-4963 Clemency, 9, rue Basse.

R.C.S. Luxembourg B 106.062.

Le bilan au 31/12/2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Clémency, le 5 septembre 2013.

Référence de publication: 2013125983/10.

(130153177) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 septembre 2013.

Management Consultants Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1273 Luxembourg, 2, rue de Bitbourg.

R.C.S. Luxembourg B 151.712.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013125979/10.

(130153288) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 septembre 2013.

Luxmetall Bau AG, Société Anonyme.

Siège social: L-9991 Weiswampach, 64, Gruuss-Strooss.

R.C.S. Luxembourg B 110.594.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 juin 2013

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Diekirch, le 05 septembre 2013.

Référence de publication: 2013125977/10.

(130153409) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 septembre 2013.

Movele S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2551 Luxembourg, 125, avenue du X Septembre.

R.C.S. Luxembourg B 151.114.

Extrait des décisions prises par l'associée unique en date du 29 août 2013

1. M. Philippe TOUSSAINT a démissionné de son mandat de gérant de classe B.

2. Le nombre des gérants a été diminué de 5 (cinq) à 4 (quatre).

Luxembourg, le 05.09.2013.

Pour extrait sincère et conforme

Pour MOVELE S.à r.l.

Intertrust (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2013126005/14.

(130153645) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 septembre 2013.

Mönckebergstraße 2-4 Beteiligung S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1736 Senningerberg, 5, Heienhaff.

R.C.S. Luxembourg B 165.932.

Der Jahresabschluss vom 31.12.2012 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Compliance Partners S.A.

Signature

Référence de publication: 2013125999/11.

(130153387) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 septembre 2013.

MICHEL Beteiligung S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1736 Senningerberg, 5, Heienhaff.
R.C.S. Luxembourg B 160.008.

Der Jahresabschluss vom 31.12.2012 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.
Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Compliance Partners S.A.
Signature

Référence de publication: 2013125997/11.

(130153384) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 septembre 2013.

Meyers S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1259 Senningerberg, 2, Breedewues.
R.C.S. Luxembourg B 43.564.

Les comptes consolidés au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 4 septembre 2013.

Référence de publication: 2013125994/11.

(130152938) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 septembre 2013.

Mondea Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1420 Luxembourg, 5, avenue Gaston Diderich.
R.C.S. Luxembourg B 88.765.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour MONDEA INVESTMENTS S.A.
United International Management S.A.

Référence de publication: 2013126003/11.

(130153182) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 septembre 2013.

Multisoft, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4751 Pétange, 165A, route de Longwy.
R.C.S. Luxembourg B 105.993.

Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013126007/10.

(130152929) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 septembre 2013.

Eurotecnica Melamine, Société Anonyme.

Siège social: L-8030 Strassen, 163, rue du Kiem.
R.C.S. Luxembourg B 104.410.

In the year two thousand thirteen on the seventh of August.

Before Us, Maître Jean-Joseph Wagner, notary public residing in Sanem, Grand Duchy of Luxembourg,

was held an extraordinary general meeting of shareholders of "EUROTECNICA MELAMINE", a public limited liability company ("société anonyme") (hereafter the "Company"), having its registered office at 163, rue du Kiem, L-8030 Strassen, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 104.410, and incorporated by a notarial deed on November 26, 2004, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 125 on February 10, 2005.

The Company's articles of association have been amended for the last time on March 8, 2012, pursuant to a notarial deed, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 1141 on May 5, 2012.

The meeting was opened by Mr. Damien MATTUCCI, professionally residing at 163, rue du Kiem, L-8030 Strassen, being in the chair (hereafter the "Chairman"),

who appointed as secretary Mrs. Amélie BURUS, professionally residing at 163, rue du Kiem, L-8030 Strassen.

The meeting elected as scrutineer Mrs. Anna HERMES, professionally residing at 163, rue du Kiem, L-8030 Strassen.

The board of the meeting having thus been established, the Chairman declared and requested the notary to act the following:

I. The shareholders present or represented, the proxy holders of the represented shareholders and the number of their shares are recorded in an attendance list; this attendance list, signed by the shareholders, the proxy holders of the represented shareholders, the board of the meeting and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for registration purposes.

The proxies of the represented shareholders will also remain annexed to the present deed after having been signed "ne varietur" by the proxy holders of the appearing parties and the undersigned notary.

II. As it appears from the said attendance list, all the issued shares, representing the whole share capital of the Company, are present or represented at the present general meeting, so that the meeting is duly constituted and can validly decide on all items of the agenda.

III. The agenda of the present extraordinary general meeting is the following:

1. Decision to introduce two (2) categories of directors into the articles of association of the Company, namely directors of category A and directors of category B and to amend article 11, para. 1 of the articles of association of the Company;

2. Decision to add a second sentence to article 11, para. 1 of the articles of association of the Company in order to adapt it to the provisions of the law of 25 August 2006 modifying the law of 10 August 1915 concerning commercial companies;

3. Acknowledgement of the resignation of Mr. Dominique Ransquin from his position as director of the Company with effect as at June 30, 2013;

4. Classification of the remaining directors of the Company as category A directors and appointment of Mrs. Cornelia Mettlen and Mrs. Brigitte Denis as category B directors of the Company;

5. Decision to amend (i) article 12 para. 6, first sentence concerning the quorum and (ii) article 13 para. 2 and article 17 of the Company's articles of association concerning the signatory power of the directors;

6. Modification of article 8, first sentence of the articles of association of the Company in order to delete the reference to Luxembourg as being the place of the registered office of the Company;

7. Miscellaneous.

After due deliberation of the agenda items, the general meeting unanimously took the following resolutions:

First resolution

The general meeting resolved to introduce two (2) categories of directors into the articles of association of the Company, namely category A and category B directors and - as a consequence - to amend article 11, paragraph 1 of the Company's articles of association.

The general meeting further resolved to add a second sentence to the first paragraph of article 11 in order to adapt it to the provisions of the law of 25 August 2006 modifying the law of 10 August 1915 concerning commercial companies. As a consequence, the first paragraph of article 11 shall from now on read as follows:

" **Art. 11. (First paragraph).** The Corporation shall be managed by the Board composed of not less than three (3) directors who are appointed as directors of category A or directors of category B. However, when the company is formed by a sole shareholder or when it is found that at a general meeting of shareholders it has only one sole shareholder, the composition of the Board may be limited to one (1) member until the general meeting following the finding of more than one shareholder."

Second resolution

The general meeting acknowledged the resignation of Mr. Dominique Ransquin from his position as director of the Company with effect as at June 30, 2013 and resolved to grant him discharge for the execution of his mandate until that date.

The general meeting resolved to classify the remaining directors of the Company, namely

- Mr. Volker Seebeck,
- Mr. Erwin Keutner,
- Mr. David Cassidy,
- Mr. Claus Cronberger,

as category A directors of the Company.

The general meeting further resolved to appoint as category B directors of the Company:

- Mrs. Cornelia Mettlen, born on January 29, 1963 in St. Vith, Belgium and professionally residing at 163, rue du Kiem, L-8030 Strassen; and

- Mrs. Brigitte Denis, born on April 12, 1966 in Rossignol, Belgium and professionally residing at 163, rue du Kiem, L-8030 Strassen.

The mandate of all directors of the Company shall end after the annual general meeting of the Company to be held in 2014.

Third resolution

Following the creation of category A and B directors, the general meeting resolved to amend article 12 paragraph 6, first sentence, article 13, para. 2 and article 17 of the Company's articles of association which shall henceforth read as follows:

" **Art. 12. (Paragraph 6, first sentence).** The Board can deliberate or act validly if directors of both categories are present or represented at a meeting of the Board, constituting together at least the majority of directors of the Corporation."

" **Art. 13. (paragraph 2).** Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the chairman, by the secretary, or jointly by one category A and one category B director."

" **Art. 17.** The Corporation will be bound by the joint signatures of one category A director together with one category B director of the Corporation, or - as the case may be - by the individual signature of its sole director or of any person to whom such authority has been delegated by the Board."

Fourth resolution

The general meeting resolved to amend the first sentence of article 8 of the Company's articles of association which shall henceforth read as follows:

" **Art. 8. (first sentence).** The annual general meeting of shareholders shall be held, in accordance with Luxembourg law, each year on the last Tuesday of the month of February at 11 a.m. at the registered office of the Corporation, or at such other place as may be specified in the notice of the meeting."

There being no further business before the meeting, the same was thereupon adjourned.

Declaration

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing parties, the present deed is worded in English, followed by a French version. On request of the same appearing parties and in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Strassen, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing parties, they signed together with the notary the present deed.

Suit la version française du texte qui précède:

L'an deux mille treize, le sept août.

Par-devant Maître Jean-Joseph Wagner, notaire de résidence à Sanem, Grand-Duché de Luxembourg, s'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme "Eurotecnica Melamine" (ci-après la «Société»), ayant son siège social au 163, rue du Kiem, L-8030 Strassen, enregistrée au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg, sous le numéro B 104.410, et constituée suivant acte notarié en date du 26 novembre 2004, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 125 du 10 février 2005.

Les statuts de la Société ont été modifiés pour la dernière fois en date du 8 mars 2012, par acte notarié, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations numéro 1141 en date du 5 mai 2012.

L'assemblée est ouverte sous la présidence de Monsieur Damien MATTUCCI, avec adresse professionnelle au 163, rue du Kiem, L-8030 Strassen (ci-après le «Président»),

qui désigne comme secrétaire Madame Amélie BURUS, avec adresse professionnelle au 163, rue du Kiem, L-8030 Strassen.

L'assemblée choisit comme scrutateur Madame Anna HERMES, avec adresse professionnelle au 163, rue du Kiem, L-8030 Strassen.

Le bureau de l'assemblée générale ainsi constitué, le Président a déclaré et a prié le notaire instrumentaire d'acter ce qui suit:

I. Que les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence. Cette liste de présence, après avoir été signée "ne varietur" par les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés ainsi que par les membres du bureau et le notaire instrumentant, restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement.

Resteront pareillement annexées au présent acte, les procurations des actionnaires représentés, après avoir été signées "ne varietur" par les comparants et le notaire instrumentant.

II. Tel qu'il résulte de la liste de présence, la présente assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les points portés à l'ordre du jour.

III. Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour:

1. Décision de mettre en place deux (2) catégories d'administrateurs, à savoir les administrateurs de catégorie A et les administrateurs de catégorie B et modification subséquente de l'article 11, alinéa 1 des statuts de la Société;

2. Décision d'ajouter une deuxième phrase à l'article 11, alinéa 1 des statuts de la Société, afin de le conformer aux dispositions de la loi du 25 août 2006 modifiant la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales;

3. Prise de connaissance de la démission de Monsieur Dominique Ransquin comme administrateur de la Société avec effet au 30 juin 2013;

4. Désignation des administrateurs actuels comme administrateurs de catégorie A et nomination de Mme Cornelia METTLEN et de Mme Brigitte DENIS comme administrateurs de catégorie B;

5. Décision de modifier (i) l'article 12, alinéa 6, première phrase concernant le quorum et (ii) l'article 13, alinéa 2 ainsi que l'article 17 des statuts de la Société concernant le pouvoir de signature des administrateurs;

6. Modification de l'article 8, première phrase des statuts de la Société afin de supprimer la référence de Luxembourg comme siège social de la Société;

7. Divers.

L'assemblée générale, après avoir délibéré, a pris à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée générale des actionnaires a décidé de mettre en place deux (2) catégories d'administrateurs, à savoir les administrateurs de catégorie A et les administrateurs de catégorie B. En conséquence, l'assemblée générale a aussi décidé de modifier l'article 11, alinéa 1 des statuts de la Société.

En outre, l'assemblée générale a décidé d'ajouter une deuxième phrase au premier alinéa de l'article 11 afin de le conformer aux dispositions de la loi du 25 août 2006 modifiant la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

L'article 11, premier alinéa aura dorénavant la teneur suivante:

« **Art. 11. (alinéa 1).** La Société est administrée par un Conseil composé de trois (3) membres au moins qui sont nommés en qualité d'administrateur de catégorie A et d'administrateur de catégorie B. Si la Société n'a qu'un actionnaire ou si à l'occasion d'une assemblée générale des actionnaires, il est constaté que la Société a seulement un actionnaire, le Conseil peut être composé par un (1) administrateur jusqu'à l'assemblée générale des actionnaires constatant l'existence de plus d'un actionnaire.»

Deuxième résolution

L'assemblée générale a pris note de la démission de Monsieur Dominique Ransquin de son mandat d'administrateur de la Société avec effet au 30 juin 2013 et a décidé de lui donner décharge pour l'exécution de son mandat jusqu'à ce jour.

L'assemblée générale a décidé de désigner les administrateurs restant de la Société, à savoir

- Monsieur Volker Seebeck,
- Monsieur Erwin Keutner,
- Monsieur David Cassidy,
- Monsieur Claus Cronberger,

comme administrateurs de catégorie A de la Société.

L'assemblée générale a décidé en plus de nommer comme administrateurs de catégorie B de la Société:

- Madame Cornelia Mettlen, née le 29 janvier 1963 à St. Vith, Belgique, ayant son adresse professionnelle à 163, rue du Kiem, L-8030 Strassen;

- Madame Brigitte Denis, née le 12 avril 1966 à Rossignol, Belgique, ayant son adresse professionnelle à 163, rue du Kiem, L-8030 Strassen.

Le mandat de tous les administrateurs de la Société se terminera après l'assemblée générale de la Société qui se tiendra en 2014.

Troisième résolution

Suite à la création des administrateurs de catégorie A et B, l'assemblée générale a décidé de modifier l'article 12, alinéa 6, première phrase, l'article 13, alinéa 2 et l'article 17 des statuts de la Société lesquels auront désormais la teneur suivante:

« **Art. 12. (alinéa 6, première phrase).** Le Conseil ne pourra délibérer et agir valablement que si des administrateurs de chaque catégorie sont présents ou représentés à la réunion du conseil d'administration, constituant ensemble au moins la majorité des administrateurs de la Société.»

122298

« **Art. 13. (alinéa 2).** Les copies ou extraits des procès-verbaux destinés à servir en justice ou ailleurs seront signés par le président du Conseil ou par le secrétaire ou conjointement par un administrateur de catégorie A et un administrateur de catégorie B.»

« **Art. 17.** La Société sera engagée par la signature conjointe d'un administrateur de catégorie A et d'un administrateur de catégorie B de la Société, ou - le cas échéant - par la signature de l'administrateur unique ou de toute autre personne à qui des pouvoirs auront été spécialement délégués à cet effet par le Conseil.»

Quatrième résolution

L'assemblée générale a décidé de modifier la première phrase de l'article 8 des statuts de la Société, laquelle aura désormais la teneur suivante:

« **Art. 8. (première phrase).** L'assemblée générale annuelle des actionnaires se tiendra, conformément à la loi, le dernier mardi du mois de février de chaque année à 11.00 heures au siège social de la Société ou à tout autre endroit qui sera fixé dans l'avis de convocation.»

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Déclaration

Le notaire soussigné, qui a personnellement la connaissance de la langue anglaise, déclare que les comparants l'ont requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française, et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Strassen, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, ceux-ci ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: D. MATTUCCI, A. BURUS, A. HERMES, J.J. WAGNER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 12 août 2013. Relation: EAC/2013/10751. Reçu soixante-quinze Euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): SANTIONI.

Référence de publication: 2013125295/199.

(130152529) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 septembre 2013.

Energiehaff Sàrl, Société à responsabilité limitée unipersonnelle,

(anc. Eta-Energie S.à.r.l.).

Siège social: L-9834 Holzthum, 1B, route de Diekirch.

R.C.S. Luxembourg B 135.345.

Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Diekirch, le 04/09/2013.

Pour la société

C.F.N GESTION S.A.

20, Esplanade - L-9227 Diekirch

Adresse postale:

B.P. 80 - L-9201 Diekirch

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2013125290/17.

(130152559) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 septembre 2013.

Financière Victoire S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5532 Remich, 6, rue Enz.

R.C.S. Luxembourg B 140.928.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013125310/10.

(130152761) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 septembre 2013.

First Investments S.A., Société Anonyme.

R.C.S. Luxembourg B 105.256.

Il est porté à la connaissance du public que Monsieur et Madame Raymond WATGEN-CLEES, propriétaires de l'immeuble sis à L-2440 Luxembourg, 116, rue de Rollingergrund, dénoncent avec effet immédiat le siège social de la société First INVESTMENTS S.A., immatriculée sous le N° R.C.S. Luxembourg B 105.256, établie à

Luxembourg, le 4 septembre 2013.

Raymond WATGEN

Les propriétaires

Référence de publication: 2013125311/12.

(130152737) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 septembre 2013.

Financière Chiron S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1140 Luxembourg, 79, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 78.437.

Les comptes annuels au 31.12.2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013125308/9.

(130152443) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 septembre 2013.

Financière Thero S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1140 Luxembourg, 79, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 79.839.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013125309/9.

(130152481) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 septembre 2013.

FELTES Société Civile Immobilière, Société Civile Immobilière.

Siège social: L-2551 Luxembourg, 135, avenue du Dix Septembre.

R.C.S. Luxembourg E 3.993.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 août 2013.

Pour copie conforme

Pour la société

Maître Carlo VERSANDT

Notaire

Référence de publication: 2013125306/14.

(130152667) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 septembre 2013.

Galleria Capital Partners V S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Capital social: EUR 2.870.638,75.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 89.917.

Rectificatif No. 120121995

Suite à une erreur matérielle, il est convenu d'écrire les noms et prénoms des commissaires comme suit:

- Salah Youssef Abdulaziz Alfulaij
- Shaikha Khaled Ali Abdel Hamid Albahar
- Nabil Naif Hassan Maroof

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Galleria Capital Partners V S.C.A.
Manacor (Luxembourg) S.A
Mandataire

Référence de publication: 2013125317/17.

(130152780) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 septembre 2013.

GeoSea (Luxembourg) S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8399 Windhof (Koerich), 11, route des Trois Cantons.
R.C.S. Luxembourg B 142.564.

Extrait du PV de L'Assemblée Générale Ordinaire tenue extraordinairement le 14 août 2013.

Le personne suivante est nommé comme administrateur, en date du 14/08/2013 pour une période de 5 ans, expirant à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire statuant sur les comptes 2017, en remplacement de Monsieur Marc Maes B-3140 Keerbergen, Denedreef 22.

- Mme. Els VERBRAECKEN, demeurant à B-2820 Bonheiden, 19 Kerseleerveld (Belgique)

Le mandat d'administrateur délégué est donné, en date du 14/08/2013, pour une durée d'un an, expirant à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire statuant sur les comptes 2013 à:

- M. Luc VANDENBULCKE, demeurant à B-2550 Kontich, 1 Tanghoflaan (Belgique)

Le mandat de réviseur d'entreprises de la société Deloitte Audit S.à.r.l., établie et ayant son siège social à; L-2220 Luxembourg, 560 rue de Neudorf, est renouvelé pour une période d'un an, expirant à l'issue de l'Assemblée Générale ordinaire statuant sur les comptes 2013.

Référence de publication: 2013125318/18.

(130152578) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 septembre 2013.

H.R. Investment S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1746 Luxembourg, 1, rue Joseph Hackin.
R.C.S. Luxembourg B 66.631.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire qui s'est tenue le 02 septembre 2013 à 14.00 heures à Luxembourg 1, rue Joseph Hackin

Les mandats des Administrateurs et du Commissaire aux Comptes viennent à échéance à la présente Assemblée.

L'Assemblée Générale décide à l'unanimité de renouveler les mandats d'Administrateur de Messieurs Koen LOZIE, Joseph WINANDY et de la société COSAFIN SA., 1, rue Joseph Hackin, L-1746 Luxembourg, représentée par M. Jacques Bordet, 1, rue Joseph Hackin, L-1746 Luxembourg.

L'Assemblée Générale décide à l'unanimité de renouveler le mandat de la société The Clover, 4, rue d'Arlon, L-8399 Windhof au poste de Commissaire aux comptes.

Les mandats des Administrateurs et du Commissaire aux Comptes prendront fin à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire qui statuera sur les comptes arrêtés au 31 décembre 2013.

Pour copie conforme
Signature

Référence de publication: 2013125337/19.

(130152738) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 septembre 2013.

FZ Peintures S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2317 Howald, 22, rue Général Patton.
R.C.S. Luxembourg B 53.367.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Certifié sincère et conforme
Pour FZ PEINTURES S.à r.l.
Fideco S.A.

Référence de publication: 2013125316/12.

(130152417) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 septembre 2013.

Flaugust S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1628 Luxembourg, 7A, rue des Glacis.

R.C.S. Luxembourg B 132.854.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 04 septembre 2013.

Pour compte de Flaugust S.A.

Fiduplan S.A.

Référence de publication: 2013125312/12.

(130152522) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 septembre 2013.

Fininfra, Société Anonyme.

Siège social: L-2420 Luxembourg, 24, avenue Emile Reuter.

R.C.S. Luxembourg B 137.745.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juin 2013

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Diekirch, le 04 septembre 2013.

Référence de publication: 2013125301/10.

(130152399) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 septembre 2013.

Finavest, Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 35, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 14.037.

Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale ordinaire du 22 juillet 2013

Sont renommés administrateurs, leurs mandats prenant fin lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes annuels au 31 décembre 2013:

- Monsieur Jacques LOESCH, demeurant professionnellement au 35, avenue John F. Kennedy, L - 1855 Luxembourg, Président;

- Monsieur Georges ARENDT, demeurant au 9, rue des Foyers, L - 1537 Luxembourg;

- Monsieur Pietro MOGGI, demeurant au 10, Via Somaini, CH - 6901 Lugano, Suisse;

- Monsieur Andrea RIFFESER MONTI, demeurant au 106, Enrico Mattei, I - 40138 Bologna, Italie.

Est renommée commissaire aux comptes, son mandat prenant fin lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes annuels au 31 décembre 2013:

- AUDIEX S.A., société anonyme, 9, rue du Laboratoire, L - 1911 Luxembourg.

Pour extrait conforme.

Luxembourg, le 4 septembre 2013.

Référence de publication: 2013125300/20.

(130152701) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 septembre 2013.

Foncière du Grand-Duché S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 2, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 115.263.

Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale extraordinaire des associés tenue au siège social en date du 1^{er} juillet 2013

Il résulte des délibérations prises lors de l'Assemblée générale extraordinaire des associés de la Société tenue au siège social en date du 1^{er} juillet 2013,

1. L'Assemblée générale extraordinaire des associés prend acte que le siège social de la Société est transféré à L - 1528 Luxembourg, 2, Boulevard de la Foire, à compter du 1^{er} juillet 2013.

2. L'Assemblée générale extraordinaire des associés prend acte du changement d'adresse du gérant, Monsieur Aymeric KEMPF, né à Jarny (France) le 04 octobre 1969, demeurant à L - 5855 Hesperange, 8, Rue Jos Sunnen, depuis le 24 janvier 2013.

3. L'Assemblée générale extraordinaire des associés prend acte du changement d'adresse de l'associée unique, la société Holding Akemis S.à.r.l., inscrite auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 123447, ayant son siège social à L- 1528 Luxembourg, 2, Boulevard de la Foire, à compter du 1^{er} juillet 2013.

Luxembourg, le 1^{er} juillet 2013.

Pour extrait conforme

Pour la Société

Un mandataire

Référence de publication: 2013125314/23.

(130152449) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 septembre 2013.

Acrux Lux Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 137.678.

L'an deux mille treize, le quinze juillet;

Pardevant Nous Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné;

A COMPARU:

ACRUX LUX INVEST S.A. (ci-après la «Société»), une société anonyme, ayant son siège social au 412F, route d'Esch à L-2086 Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 137 678,

dûment représentée par ses administrateurs, Messieurs Serge KRANCENBLUM, Gerdy ROOSE et Christian FRANCOIS (ci-après les «Administrateurs»),

ici représentés par Monsieur Christian FRANCOIS, employé privé, avec adresse professionnelle à L-2086 Luxembourg, 412F, route d'Esch (le «Mandataire»),

agissant en sa qualité de mandataire spécial des Administrateurs de la Société en vertu d'un pouvoir qui lui a été conféré par décision des Administrateurs de la Société en date du 13 juin 2013; un extrait du procès-verbal du Conseil d'Administration du 13 juin 2013, après avoir été signé ne varietur par le Mandataire et le notaire instrumentant, restera annexé au présent acte avec lequel il sera formalisé.

La Société a été constituée suivant acte reçu par Maître Joëlle BADEN, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 11 mars 2008, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1043 du 28 avril 2008 et les statuts ont été modifiés en dernier lieu en date du 28 décembre 2012 suivant acte reçu par le notaire instrumentant, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 854 du 11 avril 2013.

Lequel Mandataire, agissant en vertu du prédit pouvoir, a requis le notaire instrumentant de documenter ainsi qu'il suit ses déclarations et constatations:

I. Que le capital social est fixé à dix millions d'euros (EUR 10.000.000,-), représenté par:

- 500.000 (cinq cent mille) actions dites «Actions Ordinaires» et
- 100.000 (cent mille) actions privilégiées obligatoirement rachetables de catégorie A dites «MRPS A» et
- 400.000 (quatre cent mille) actions privilégiées obligatoirement rachetables de catégorie B dites «MRPS B», toutes d'une valeur nominale de EUR 10,- (dix euros) chacune.

II. Qu'aux termes de l'article 5.2 des statuts coordonnées de la Société:

Les montants à concurrence desquels le capital social peut être augmenté par décision du Conseil d'Administration (ci-après «Capital Autorisé») sont arrêtés comme suit:

- à concurrence de EUR 50.000.000,- (cinquante millions d'euros) par la création et l'émission de 5.000.000 (cinq millions) d'Actions Ordinaires;
- à concurrence de EUR 50.000.000,- (cinquante millions d'euros) par la création et l'émission de 5.000.000 (cinq millions) de MRPS A;
- à concurrence de EUR 50.000.000,- (cinquante millions d'euros) par la création et l'émission de 5.000.000 (cinq millions) de MRPS B;

soit un Capital Autorisé total de EUR 150.000.000,- (cent cinquante millions d'euros), qui sera le cas échéant représenté par 1.500.000 (cinq cent mille) Actions, dont au maximum 5.000.000 (cinq millions) d'Actions Ordinaires, 5.000.000 (cinq millions) de MRPS A et 5.000.000 (cinq millions) de MRPS B.

Cette autorisation est valable dès le 27 décembre 2012 et pendant une période de cinq ans prenant fin le 27 décembre 2017.

Ces augmentations de capital peuvent être souscrites avec ou sans prime d'émission, à libérer en espèces, en nature ou par compensation avec des créances certaines, liquides et immédiatement exigibles vis-à-vis de la Société, ou même par incorporation de bénéfices reportés, de réserves disponibles ou de primes d'émission, ou par conversion d'obligations.

Le Conseil d'Administration peut déléguer tout administrateur, directeur, fondé de pouvoir ou toute autre personne dûment autorisée, pour recueillir les souscriptions et recevoir paiement du prix des actions représentant tout ou partie de cette augmentation de capital.

Chaque fois que le Conseil d'Administration aura fait constater authentiquement une augmentation du capital souscrit, il fera adapter le présent article.

III. Que les Administrateurs, en date du 13 juin 2013 et conformément à l'article 5.2 des statuts, ont réalisé une augmentation du capital social dans les limites du Capital Autorisé, d'un montant total de deux millions trois cent et six mille deux cent cinquante euros (EUR 2.306.250,-), en vue de le porter de son montant actuel de dix millions d'euros (EUR 10.000.000,-) à douze millions trois cent et six mille deux cent cinquante euros (EUR 12.306.250,-), par la création de cent trente-cinq mille (135.000) nouvelles Actions Ordinaires d'une valeur nominale de dix euros (EUR 10,-) chacune et quatre-vingt-quinze mille six cent vingt-cinq (95.625) MRPS A moyennant le paiement d'une prime d'émission de six millions six cent quatre-vingt-treize mille sept cent cinquante euros (EUR 6.693.750,-).

Que les Administrateurs reconnaissent le paiement d'un montant total nominal de neuf millions d'euros (EUR 9.000.000,-) à titre de libération de cent trente-cinq mille (135.000) nouvelles Actions Ordinaires d'une valeur nominale de dix euros (EUR 10,-) chacune et quatre-vingt-quinze mille six cent vingt-cinq (95.625) MRPS A assortie d'une prime d'émission de six millions six cent quatre-vingt-treize mille sept cent cinquante euros (EUR 6.693.750,-) d'ordre de PICTOR SPECIALIZED FUND SICAV-FIS SA, une société anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé, constituée en vertu des lois luxembourgeoises, ayant son siège social 2, rue d'Alsace, L-1122 Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 142108;

Que les Administrateurs ont accepté la souscription des cent trente-cinq mille (135.000) nouvelles Actions Ordinaires d'une valeur nominale de dix euros (EUR 10,-) chacune et quatre-vingt-quinze mille six cent vingt-cinq (95.625) MRPS A au profit de:

PICTOR SPECIALIZED FUND SICAV-FIS SA, une Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé, constituée en vertu des lois luxembourgeoises, ayant son siège social 2, rue d'Alsace, L-1122 Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 142108.

IV. Que le montant de deux millions trois cent et six mille deux cent cinquante euros (EUR 2.306.250,-), a été souscrit par le souscripteur pré-désigné et libéré intégralement en numéraire par un versement à un compte bancaire au nom de la Société, de sorte que la somme de neuf millions d'euros (EUR 9.000.000,-), a été libéré intégralement par des apports en espèces a été mise à la libre disposition de cette dernière, ce dont il a été justifié au notaire instrumentant par la présentation des pièces justificatives.

V. Que suite à la réalisation de cette augmentation dans les limites du capital autorisé, l'article 5.1 des statuts est modifié en conséquence et a désormais la teneur suivante:

" Art. 5. Capital.

5.1 Capital social:

Le capital social souscrit est fixé à EUR 12.306.250,- (douze millions trois cent et six mille deux cent cinquante euros).

Il est représenté par:

- 635.000 (six cent trente-cinq mille) actions dites «Actions Ordinaires» et
- 195.625 (cent quatre-vingt-quinze mille six cent vingt-cinq) actions privilégiées obligatoirement rachetables de catégorie A dites «MRPS A» et
- 400.000 (quatre cent mille) actions privilégiées obligatoirement rachetables de catégorie B dites «MRPS B», toutes d'une valeur nominale de EUR 10,- (dix euros) chacune."

Le reste de l'article demeure inchangé.

Frais

Le montant total des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société, ou qui sont mis à sa charge à raison des présentes, est évalué approximativement à quatre mille trois cents euros.

DONT ACTE, le présent acte a été passé à Luxembourg, à la date indiquée en tête des présentes.

Après lecture du présent acte au Mandataire, agissant comme dit ci-avant, connu du notaire par nom, prénom et domicile, ledit Mandataire a signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: G. FRANÇOIS, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 18 juillet 2013. LAC/2013/33483. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Irène THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée;

Luxembourg, le 19 août 2013.

Référence de publication: 2013126302/102.

(130154247) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 septembre 2013.

AC Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: GBP 20.000,00.**

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.

R.C.S. Luxembourg B 142.540.

Le présent document est établi en vue de mettre à jour les informations inscrites auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

L'adresse professionnelle de Monsieur Graham SIDWELL, gérant de catégorie A de la Société, doit se lire désormais comme suit:

- Nightingale House, 65 Curzon Street, W1J 8PE Londres, Royaume-Uni

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 septembre 2013.

AC Holdings S.à r.l.

Signature

Référence de publication: 2013126301/17.

(130153816) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 septembre 2013.

Alcove Holdings Europe S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 35.001,00.**

Siège social: L-1130 Luxembourg, 37, rue d'Anvers.

R.C.S. Luxembourg B 139.814.

Mit Wirkung zum 9. September 2013 lautet die professionelle Anschrift der folgenden Gesellschafter der Gesellschaft wie folgt: 2nd Floor Garryard House, Earlsfort Terrace, Dublin 2, Irland:

- Sean REILLY

- Deirdre Anne REILLY

- Sharon REILLY

- Aoife Marie REILLY.

Mit Wirkung zum 9. September 2013 lautet die professionelle Anschrift der folgenden Geschäftsführer der Gesellschaft wie folgt: 2nd Floor Garryard House, Earlsfort Terrace, Dublin 2, Irland:

- Sean REILLY

- Raymond REILLY.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 9. September 2013.

Référence de publication: 2013126925/20.

(130154654) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 septembre 2013.

Itaipava Holding 1 S. à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 17.000,00.**

Siège social: L-2310 Luxembourg, 16, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 156.221.

Les comptes consolidés au 30 septembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 août 2013.

Référence de publication: 2013122467/11.

(130148617) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 août 2013.
